

PROCES-VERBAL DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
DU 12 SEPTEMBRE 1947.



Exposé de M. le Ministre Haegger

M. le Ministre Haegger remercie tout d'abord M. le Conseiller fédéral Petitpierre de son exposé si clair et si complet.

Procès-verbal de la Conférence des Ministres

du 12 septembre 1947

contrôler ou influencer les événements actuels. Mais, selon la façon dont nous les accepterons, nous pourrions faire beaucoup pour enrayer leurs conséquences dans la mesure où elles seraient délétères pour notre pays.

M. Haegger se propose de faire une analyse empirique de la situation telle qu'elle est vue de Londres.

Il rappelle les données du problème, telles qu'elles furent exposées par M. le Conseiller fédéral Petitpierre:

L'Europe est actuellement divisée. Sa séparation en deux blocs est sans doute trop accentuée au point de vue psychologique par l'expression "rideau de fer". Néanmoins, deux tiers de l'Europe sont actuellement dirigés ou contrôlés par Moscou. L'on n'y trouve plus d'espace où la pensée occidentale puisse librement s'exprimer. Le dernier tiers, en partie saisi et détruit, est acculé par des raisons économiques à rechercher l'appui du nouveau monde.

Entre Washington et Moscou les contrastes grandissent.

En bordure, les îles britanniques, rea-

Exposé de M. le Ministre Ruegger

M. le Ministre Ruegger remercie tout d'abord M. le Conseiller fédéral Petitpierre de son exposé si clair et si complet.

Nous ne pouvons, dit-il, espérer contrôler ou influencer les événements actuels. Mais, selon la façon dont nous les accepterons, nous pourrions faire beaucoup pour enrayer leurs conséquences dans la mesure où elles seraient délétères pour notre pays.

M. Ruegger se propose de faire une analyse empirique de la situation telle qu'elle est vue de Londres.

Il rappelle les données du problème, telles qu'elles furent exposées par M. le Conseiller fédéral Petitpierre:

L'Europe est actuellement divisée. Sa séparation en deux blocs est sans doute trop accentuée au point de vue psychologique par l'expression "rideau de fer". Néanmoins, deux tiers de l'Europe sont actuellement dirigés ou contrôlés par Moscou. L'on n'y trouve plus d'îlot où la pensée occidentale puisse librement s'exprimer. Le dernier tiers, en partie saccagé et détruit, est acculé par des raisons économiques à rechercher l'appui du nouveau monde.

Entre Washington et Moscou les contrastes grandissent.

En bordure, les îles britanniques, res-

tées sincèrement démocratiques, tentent une expérience sociale de grande importance et luttent pour maintenir les lignes de communication avec l'Empire. Leur politique étrangère tendra aussi longtemps que possible à éviter une scission définitive du monde en deux blocs et une cristallisation idéologique dont les conséquences pourraient être incalculables. Cette politique n'est pas celle d'un groupe, ni celle d'un parti, mais de tout le pays. M. Bevin a déclaré à ce sujet que jamais la politique étrangère du Royaume-Uni n'a eu l'approbation aussi entière du pays. Il existe donc une union de tous les partis dans ce domaine. A ce sujet, il y a également une unité de vue complète à l'intérieur du "labour party", qui est moins un parti qu'un mouvement.

Dans l'opposition réelle, on ne trouve, en ce qui concerne la politique extérieure, que les communistes, qui ont deux sièges dans un parlement de 600 membres environ, et comme "Fellow-travellers", le "groupe" Zilliacus, qui n'a qu'un siège, soit au total trois sièges.

Le groupe Crossmann s'est, quant à lui, rallié aux parties essentielles du programme du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, peut-être dans l'espoir de se voir un jour associé à la politique étrangère du pays.

Il résulte de ce qui précède que la politique extérieure anglaise est très solidement assise et ne serait guère modifiée ni par un remaniement ministériel, ni même par une dissolution des chambres et de

nouvelles élections, d'ailleurs actuellement improbables.

La Grande-Bretagne cherchera donc à maintenir sa position intermédiaire, sorte de position-clef, entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Cette attitude correspond aux nécessités politiques de l'Europe. Elle est soutenue par le Commonwealth dans sa majorité. Même si la conférence des ministres des affaires étrangères du 15 novembre aboutit à un échec - ce qui est, hélas! possible - la politique britannique s'emploiera à enlever les pointes antisoviétiques aux décisions que l'Occident sera peut-être amené à prendre.

La politique anglaise restera donc active en Europe. Elle cherchera des contacts avec l'Europe orientale et fera opposition, en Europe occidentale, à toutes formations extrémistes de droite ou de gauche.

On considère en Angleterre que les tentatives communistes de prendre légalement le pouvoir en France et en Italie ont échoué et qu'elles ne pourraient réussir qu'avec l'aide extérieure. En revanche, on n'exclut pas l'éventualité de troubles intérieurs, de grèves générales. Citant une parole de S. Madariaga, selon laquelle souvent, dans l'histoire, des minorités politiques disposant d'une partie du pouvoir économique ont pu prendre le contrôle d'un pays, M. Ruegger expose qu'à Londres on considère que de ce côté-là il y a des menaces.

.....

En Grande-Bretagne, on ne croit pas à un danger de guerre dans un proche avenir. On y est moins pessimiste à cet égard qu'en Amérique, et l'on est d'avis que deux groupes peuvent coexister dans le monde comme autrefois les Empires d'Orient et d'Occident.

Vis-à-vis de l'Amérique, la Grande-Bretagne maintiendra son indépendance.

Vis-à-vis de Moscou, l'Angleterre emploie la technique diplomatique suivante: elle cherche en tâtonnant la méthode à suivre avec le régime soviétique; cette méthode n'est pas encore trouvée. Pour l'instant, sa devise est: patience et fermeté. Cette attitude a déjà remporté plusieurs succès dont l'un des derniers est la ratification par l'URSS des traités de paix. On laissa en effet clairement entendre à Moscou qu'en cas de refus de sa part, un arrangement séparé serait signé avec l'Italie et, le moment venu, avec l'Autriche. L'URSS fut ainsi amenée à ratifier les traités de paix. Une fois cette volte-face obtenue, la Grande-Bretagne s'abstint toutefois de toute manifestation de triomphe et se borna à l'accueillir comme un événement heureux.

La pensée empirique des Anglais est celle qui se rapproche le plus de la nôtre. La Grande-Bretagne est aujourd'hui le principal refuge de l'idée européenne, comme elle a été durant la guerre, avec quelques élites sur le continent, comme la Suisse, le seul refuge en Europe des idées libérales et chrétiennes.

M. Ruegger se demande si le totalitarisme de l'Est a vraiment, comme on le croit à Londres, tout ou en grande partie le caractère du totalitarisme qui avait envahi l'Europe avant la guerre et dont des traces subsistent encore.

A cet égard, M. Ruegger observe trois phases dans l'évolution d'un régime totalitaire. La première est celle où la séparation des pouvoirs est balayée. Dans cette première phase, de grandes réalisations techniques et matérielles sont possibles. Toutefois l'absence de contrôle démocratique se fait bientôt sentir: on entre dans la deuxième phase. La machine administrative devient alors trop lourde. Le dictateur cherche à intervenir, mais ses interventions ne parviennent pas à remplacer le contrôle démocratique. La troisième phase, enfin, est celle où, en raison même des interventions du dictateur, les avenues qui conduisent à lui sont bloquées par son entourage et il ne peut plus apprécier la situation. Ce diagnostic du totalitarisme "occidental" est-il valable aussi pour celui de l'Est ou y a-t-il d'autres formes du contrôle toujours nécessaire?

M. Ruegger conclut en définissant comme suit la politique à suivre par notre pays: Nous devons poursuivre dans la voie tracée par le Conseil fédéral au cours de l'année dernière. Nous devons autant que possible ne pas nous cantonner dans une réserve qui comporterait l'oubli. Nous devons avoir un rôle actif pour gagner le droit de pouvoir suivre vir-

Noten von Herrn Minister Lulliger:

Der italienische Gesandte in Bern soll die
 tuellement notre politique de neutralité. Nous devons
 pratiquer une politique discrète de présence, comme
 "zugewandter Ort" des Nations Unies, partout où cela
 est possible et dans tous les domaines techniques où
 le travail de qualité des experts suisses peut être
 mis en valeur, et en suivre attentivement les effets.
 Nous devons suivre une politique d'arbitrage en tâ-
 chant de la faire accepter par le plus grand nombre
 d'Etats. Nous devons soutenir par tous les moyens l'ac-
 tivité du Comité international de la Croix-Rouge afin
 qu'il soit reconnu par tous les Etats. Nous cimenterons
 ainsi un des piliers de notre politique de neutralité.
 Nous devons former des collaborateurs et des cadres
 connaissant la technique des négociations multilaté-
 rales, fort différente de celle des négociations bi-
 latérales.

Pour terminer, M. Ruegger déclare n'a-
 voir rien à ajouter aux conclusions de M. le Conseil-
 ler fédéral Petitpierre, qu'il résume comme suit:

- Politique de présence en temps de paix;
- Politique de neutralité en temps de conflit.

Votum von Herrn Minister Zellweger:

Der italienische Gesandte in Bern soll die heutige Weltsituation wie folgt charakterisiert haben: "Entre les deux grandes peurs, celle que la Russie a de l'Amérique et celle que l'Amérique a de la Russie, l'Europe est paralysée par une peur plus grande encore, la peur qu'elle a des deux autres et celle qu'elle a de sa propre impuissance."

Wenn man für das Schicksal Europas und unser Schicksal eine Prognose stellen will, so muss man - etwas vereinfachend und schematisch gesagt - zwei Fragen ergründen:

1. Was wollen die Vereinigten Staaten, über welche Mittel verfügen sie zur Erreichung ihrer Ziele und wie handhaben sie diese Mittel ?

2. Was will die Sowjet-Union, über welche Mittel verfügt sie zur Erreichung ihrer Ziele und wie handhabt sie diese Mittel ?

Ich beschränke mich auf die zweite Frage und beantworte sie, soweit als ich glaube, etwas Zuverlässiges darüber aussagen zu können.

Es ist nicht leicht, in sowjet-offiziellen Äusserungen oder in den Erklärungen und Reden der kommunistischen Führer der Ostblockstaaten die Wahrheit zu finden; im Gegenteil, es ist zumeist unmöglich, sie zu finden. Es ist auch nicht leicht, die Aktionen der Sowjet-Aussenpolitik richtig zu bewerten. Es gibt Aktionen, hinsichtlich welcher jede irrige Interpretation ausgeschlossen ist (z.B. die Verhaftung von Bela Kovac). Es gibt aber auch Aktionen, die leicht missdeutet werden könnten (Verbot des Bezboznik im Jahre 1941 / Unterzeichnung der Atlantik-Charta / Auflösung der Komintern am 22.5.1943 / Rückzug aus Iran). Richtig bemerkt Bullitt: " Die Aussenpolitik der Sowjet-

Union ist nur verständlich, wenn man, wie es die Kommunisten tun, in militärischen Begriffen denkt. Sie ist der Ausdruck der Strategie und Taktik einer Armee, die immer angreift, wenn das Oberkommando den Sieg für möglich hält, und die sich nur zurückzieht, wenn sie Niederlagen befürchtet".

Zuverlässigere Erkenntnisquellen für die Beurteilung der Sowjet-Politik sind die Bücher und Schriften Lenins und Stalins. Marx, Lenin, Stalin haben ihre bedeutenden Theoretischen Werke nicht zu taktischen Zwecken verfasst; sie haben sie nicht geschrieben, um die praktische Politik zu camouflieren. Die Sprache dieser Werke will Gedanken nicht verbergen, sondern verkünden. Es gibt grössere Dogmatiker als die Theologen, pflegte Professor Leonhard Ragaz zu sagen, nämlich die russischen Kommunisten. Man darf den Einfluss einer Reihe marxistischer, von Lenin und Stalin weiter gebildeter Lehren auf die russische Politik und auf die Politik der kommunistischen Satellitenregierungen nicht gering einschätzen. Beispiel: Das politisch hervorstechendste Merkmal der derzeitigen Innenpolitik in Bulgarien, Jugoslawien, Polen, Rumänien und Ungarn ist die Zerschlagung der nichtkommunistischen Bauernparteien, die Vernichtung ihrer Führer. Petkoff ist zum Tode durch den Strang verurteilt - wegen Spionage, der Rumäne Maniu und der Serbe Jovanovitch sind unter nichtigen Gründen - d.h. ebenfalls wegen Spionage - verhaftet worden, in Polen läuft der Spionageprozess gegen enge Mitarbeiter von Mikolaitshik, wohl ein Prä-ludium zum Prozesse gegen ihn selbst; der Generalsekretär der ungarischen Kleinlandwirte-Partei, Bela Kovac, ist wegen Tätigkeit gegen die Okkupationsmacht von dieser verhaftet worden, sein Schicksal ist unbekannt, seine Partei ist in den Wahlen vernichtend

geschlagen worden. Der Kampf gegen diese Bauernparteien, speziell die Eliminierung ihrer Führer, dürfte ein Vorspiel zur Kollektivisierung der Landwirtschaft in den genannten Ländern sein. Dieser Kampf zum mindesten mit-veranlasst durch die These Lenins, dass aus der Klasse der Kleinbauern ein neuer Kapitalismus entstehen könne und müsse, weshalb die landwirtschaftlichen Produktionsmittel in Gemeinbesitz zu überführen seien. -

Es war übrigens auch ein Buch, das für die richtige Beurteilung der Politik des nationalsozialistischen Deutschlands geradezu erleuchtende Kenntnisse vermittelte, wie stümperhaft sein Gehalt, gemessen an den Werken von Marx und Lenin, gewesen sein mag.

Gewichtige Anhaltspunkte zur Interpretation der Sowjet-Politik liefern auch das Gedankengut, die Lehren, welche der Elite der K.P. und der kommunistischen Jugend in partei-interner Schulung, und unter strenger Geheimhaltungspflicht, vermittelt werden. Die in die Zellenorganisation eingegliederten Mitglieder der K.P. oder der kommunistischen Jugend lernen, was die Führer in Partei und Staat wirklich denken; sie lernen, was die Richtlinien sind, nach welchen sich die Politik ihrer Führer bestimmt. In dieser Beziehung konnte ich mit einigen mir befreundeten jugoslawischen Studenten aufschlussreiche Experimente anstellen. Es handelt sich um Söhne der früheren Grossbourgeoisie, die ohne ihren Wunsch in den Skoi aufgenommen worden sind, weil sie sich als Soldaten der proletarischen Brigaden P.D. ausgezeichnet hatten und dekoriert worden waren.

Aber die Lektüre von Kravchenko: Glaubwürdig, gewisse Kapitel stimmen mit in Jugoslawien bereits beobachteten Vorgängen überein.

Lektüre von Koestler: Sei erstaunlich zutreffend, könne nur von einem Autor verfasst worden sein, der jahrelang in der Partei gewirkt habe.

Dabei handelt es sich um zwei Werke, welche die Kommunisten aller Länder offiziell als übelste Verleumdungen, sowohl der Sowjet-Union als der kommunistischen Parteien, gebrandmarkt haben.

Zum Buche von Kravchenko möchte ich noch nachholen, dass z.B. die Schilderungen über die Durchführung der Getreideablieferungspflicht oder über die Rekrutierung und Tätigkeit der N.K.W.D. - Agenten, genauestens Vorgängen entsprechen, wie ich sie dieses Jahr in Jugoslawien beobachten konnte. Es lässt sich aber der Wahrheitsgehalt von Schriften über Russland anhand von Vorgängen überprüfen, die in den dem russischen Vorbild verpflichteten Staaten des Ostblocks wahrgenommen werden können.

Die genannten Skoi-Mitglieder haben mir im übrigen auch bestätigt und mit Einzelheiten belegt, dass die Kohäsion und die Stosskraft der K.P. und ihrer Jugend auf Fanatismus und Einschüchterung beruhen. Der Dienst in und an der Partei geht jeder andern Tätigkeit vor. Der Partei wird willig jedes Opfer gebracht oder muss unwillig jedes Opfer gebracht werden, das sie fordert. Die Lehren Lenins und Stalins bedeuten ihren Mitgliedern was das Evangelium den Urchristen bedeutet hat. Blum und Bullitt haben die K.P. mit einer Kirche verglichen. Stalin hat die Komintern als das Allerheiligste der Arbeiterklasse bezeichnet.

Was will die Sowjet-Union? Man kann, glaube ich, nicht mit Bestimmtheit behaupten, sie wolle die Welt sich unmittelbar unterwerfen und strebe eine Welt-Sowjet-Union an. Aber sie will zum mindesten, dass die Welt kommunistisch werde, und im Prinzip will sie auch, dass die kommunistischen Regierungen anderer Staaten der Fernsteuerung durch Moskau zugänglich sind. Nur unter dieser Voraussetzung

halten die Lenker der Sowjet-Union und hält die kommunistische Lehre den Frieden der Welt und die Sicherheit der Sowjet-Union für gewährleistet. Kapitalismus erzeugt Imperialismus und Imperialismus führt zum Krieg, lautet das Dogma, das für Stalin heute genau so unverrückbar gilt, wie für Lenin im Jahre 1920.

Lenin schrieb: "Wir leben nicht nur in einem Staat, sondern in einem Staatensystem, und es ist undenkbar, dass die Sowjet-Union längere Zeit Seite an Seite mit imperialistischen Staaten leben kann. Schlussendlich müssen die einen oder die anderen gewinnen. In der Zwischenzeit ist es unvermeidlich, dass die Sowjet-Union und die bürgerlichen Staaten wiederholt zusammenprallen werden."

Am 9. Februar 1946 sprach Stalin in einer Radioansprache betreffend die Festsetzung der Parteilinien seine Überzeugung aus, dass Kriege unvermeidlich seien, solange das kapitalistische System bestehe.

Auch in den Zellen des Skoi wird gelehrt, dass es keinen Frieden geben werde, solange das kapitalistische System in den U.S.A. nicht zerschlagen sein werde. Eine letzte Auseinandersetzung zwischen der Sowjet-Union und den Vereinigten Staaten sei daher unvermeidlich, wobei die Frage offen bleibt, ob die Vereinigten Staaten einen Angriffskrieg oder die Sowjet-Union einen defensiven Präventivkrieg führen werden, oder ob in der nächsten grossen Wirtschaftskrise die amerikanische K.P. das heutige politische Regime in den Vereinigten Staaten stürzen werde.

Die Verhältnisse innerhalb des heutigen Ostblocks, die Beziehungen der Sowjet-Union zu ihren Satellitenstaaten und umgekehrt, dürften das Paradigma der pax sovietica sein. Das bereits erreichte Mass der Subordination hat sich offenbart in der Haltung der Satellitenstaaten zur Marshall-Konferenz. Im Innern aller Satellitenstaaten wird die durch

einen weitverzweigten, fein verästelten Polizeiapparat gesicherte Gleichschaltung angestrebt, weil nur sie eine zuverlässige Subordination gegenüber Moskau garantiert.

Der Prozess der kommunistischen Gleichschaltung ist in den Satellitenstaaten, mindestens in denjenigen des europäischen Südostens, in vollem Gange. Die Zerschlagung der Bauernparteien, die Ausschaltung der Bauernführer in den Balkanstaaten, wo die Bauern die grosse Mehrheit der Bevölkerung ausmachen, ist zur Zeit das augenfälligste Merkmal des Gleichschaltungsprozesses. In Jugoslawien ist dieser Prozess heute politisch und kulturell im wesentlichen beendet. Sein Ablauf hat unter den dort günstiger als anderswo liegenden Verhältnissen nicht viel mehr als zwei Jahre beansprucht. Ich versage mir, ihn im einzelnen zu schildern. Er hat gezeigt, dass für die Kommunisten Koalitionsregierungen nur Notbehelfe für eine Uebergangszeit sind. Er hat Stalins Wort vollumfänglich bestätigt, dass die kommunistische Partei keine Bundesgenossen sondern nur zeitweilige Weggefährten kenne. Und er hat vor allem offenbart, dass die Uebernahme des Innenministeriums durch einen aktiven Kommunisten und der ihm dadurch ermöglichte Aufbau eines mächtigen Polizeiapparates zur Verwirklichung eines totalitären Einparteienstaates genügen, wenn gleichzeitig die Kommandostellen in der Armee mit Parteigängern besetzt werden. Was ich in Jugoslawien sehen konnte, erwahrt ohne Einschränkung den Satz von John Foster Dulles: "So ist die innere politische Harmonie erreicht durch Propaganda, Einschüchterung und Unterdrückung."

Die Entwicklung in Jugoslawien ist kein Sonderfall. Dass sie namentlich auch den Konzeptionen der Sowjetregierung selbst entspricht, ergibt sich aus der Politik in der russischen Besatzungszone Deutschlands: Zwangsfusion der Sozialisten und Kommunisten zur kommunistisch beherrsch-

sini, zurückweichen.

ten S.E.D., tatkräftige Unterstützung derselben im Streben nach Gewinnung des Monopols, des politischen Lebens, radikale Bodenreform und radikale Sozialisierung.

In einer 1940 veröffentlichten Studie über das Wesen des sowjetrussischen Wirtschaftssystems hat Hilferding das russische Regierungssystem ebenso schlicht wie wahr geschildert: "Lenin und Trotzki mit einer Gruppe der engeren Anhänger, die niemals als eine richtige Partei ihre Beschlüsse fassten, sondern immer nur Instrumente in den Händen der Führer waren, haben sich der Macht bemächtigt in dem Moment, wo sich der Machtapparat des alten Staates in der Auflösung befand. Sie wechselten und verwandelten den Staatsapparat in der Weise, dass er ihren Bedürfnissen als Herrscher diene. Sie schufen die Demokratie ab und richteten ihre eigene Diktatur ein, die in ihrer Ideologie, nicht aber in der Wirklichkeit, als die Diktatur des Proletariats betrachtet wurde. Sie haben in der Tat den ersten totalitären Staat gegründet, noch bevor dieser Name herausgefunden war..... Es ist jetzt nur noch eine kleine Gruppe der Machthaber, die politische Beschlüsse fasst. Ihre Interessen, ihre Auffassungen darüber, was benötigt wird, um ihre Macht aufrecht zu erhalten und zu festigen, sind entscheidend für ihre Politik."

Die Sowjetlenker und die ihrem Beispiele verpflichteten kommunistischen Staatsmänner des Ostblocks sind die Techniker der Macht, die grossen und ungehemmten Spezialisten des Machtgebrauchs und der Ausnutzung der in einem bestimmten Zeitpunkte und an einem bestimmten Orte gegebenen Machtlage, wie in der Innen-, so in der Aussenpolitik. Die Sowjetunion wird ihre Aussenpolitik, deren Ziel ich schon umschrieben habe, genau der jeweiligen Machtsituation anpassen, an schwachen Punkten vorstossen, wo sie auf entschlossenen Widerstand trifft, wo die Gegenkräfte stärker sind, zurückweichen.

Der Französische Botschafter in Belgrad, der früher als Geschäftsträger in Moskau tätig war, hat mir berichtet, dass Litwinow ihm einmal ein Versprechen abgab, an das er nachher vergeblich erinnert wurde. Er erklärte einfach, die Situation habe sich in den letzten drei Monaten geändert.

Die russische Reaktion auf die von England vor dem Kriege zu Gunsten von Polen und Rumänien übernommene Garantie: Nur weil die Sowjetunion durch diese Garantie-Erklärung irregeführt wurde, ist der Pakt zwischen Hitler und Stalin zustande gekommen. Die Sowjetunion glaubte, Grossbritannien sei entsprechend dieser Garantieerklärung auch imstande, eine Niederlage von Polen und Rumänien abzuwenden.

Aus der geschilderten Eigenart der Sowjet-Politik erklärt sich, dass Radio und Presse in Russland und in den meisten Satellitenstaaten immer rabiāt reagieren, wenn sich ausserhalb des Ostblocks eine Zusammenfassung von Macht oder auch nur etwas, was entfernt einer solchen gleicht, abzuzeichnen beginnt, handle es sich nun um den Westblock, um die Vereinigten Staaten Europas, um die neue angelsächsische Zonenpolitik, um die Zollunion der nordischen Staaten etc.

Meine notwendigerweise nur stichwortartigen und unnuancierten Bemerkungen über die charakteristischen Mittel der Sowjet-Politik möchte ich kurz so zusammenfassen: Die Sowjetunion verfügt über 1.) einen ausserordentlich zusammengeballten totalen Machtapparat, der grundsätzlich fähig ist, jedes hinzukommende Gebiet zu annectieren und dem restlichen anzugleichen - 2.) eine Ideologie, die in Europa entstanden ist und unter den europäischen wie den asiatischen Völkern sehr viele begeisterte Parteigänger findet. In ihr spielt die Vorstellung, die Sowjet-Heimat habe eben jene Probleme

in U.S.A. in den Überlegungen der Sowjetleiter und der kommunistischen Regierungen der Satellitenstaaten spielt.

Der Ausbruch dieses Kriegs ist ihnen eine Gewissheit. In gelöst, mit denen die europäischen Völker vergebens gerungen haben, die Hauptrolle. Diese Vorstellung macht die Kommunisten aller Länder fähig zur unbedingten fraglosen Solidarität mit der Sowjetunion und ihrer Politik von Fall zu Fall. Aus dieser doppelten Voraussetzung ergibt sich folgendes: Die Sowjetunion kann auf annektierte und selbst auf besetzte Gebiete das wesentlichste ihres Systems etappenweise übertragen, und sie kann ausserhalb dieses direkten Einflussgebietes auf starke "Parteien Russlands" im übrigen Europa rechnen, die sich mit ihrer Aussenpolitik jeweiligen identifizieren.

Droht heute oder in den nächsten Jahren von der Sowjetunion der Krieg? Ich denke nein und gerade deshalb nein, weil die Sowjet-Politiker die Techniker der Macht sind, wie ich sie vorher charakterisiert habe. Die Sowjet-Regierung oder das Polit-Bureau werden, wie jedermann, der aus geschichtlichen Erfahrungen Lehren zu ziehen versteht, aus dem zweiten Weltkrieg die Erkenntnis gewonnen haben, dass letztlich das Industriepotential den Krieg entscheidet und dass bedeutende Anfangserfolge trügerisch sind, wenn der Krieg nicht bis zur Erschöpfung des Gegners durchgehalten werden kann. Darum verzichtet die Sowjetunion auf einen Anfangserfolg, wie sie ihn heute haben könnte (Besetzung Europas).

Die Anhaltspunkte, die man hat, deuten vielmehr darauf hin, dass die Sowjetunion ihren Einfluss auf die Geschehnisse der Welt durch die kommunistischen Parteien in den einzelnen Staaten verstärken will, d.h. sie spekuliert zunächst darauf, dass den kommunistischen Parteien Frankreichs, Italiens und sogar der Vereinigten Staaten die Eroberung der Macht in ihren Ländern gelingt. In diesem Zusammenhang ist vor allem auffällig die Rolle, welche die auf 1949 oder 1950 erwartete Monstre-Wirtschaftskrise in U.S.A. in den Ueberlegungen der Sowjetlenker und der kommunistischen Regierungen der Satellitenstaaten spielt.

Der Ausbruch dieser Krise ist ihnen eine Gewissheit. In Gesprächen beispielsweise mit dem jugoslawischen Industrieminister stelle ich immer wieder fest, dass die grosse amerikanische Wirtschaftskrise von ihm als sicherer Faktor in seine Rechnung eingestellt wird. Ein durch sie ausgelöster Regime-Wechsel ist ihm eine hohe Wahrscheinlichkeit. Solange die Sowjetunion in dieser Ueberzeugung befangen ist, hat sie keinen Anlass, einen risikoreichen Krieg zu führen. Sie wird nach allem, was ihre bisherige Politik lehrt, einen risikoreichen Krieg überhaupt nicht beginnen, sondern nur einen solchen, dessen Erfolg sie für weitgehend gesichert hält. Ueber Krieg oder Frieden entscheidet in der Sowjetunion nicht ein megalomaner Diktator, über Krieg oder Frieden entscheiden die kühlen Rechner und erprobten Analytiker des Polit-Bureaus.

Zur Frage von Herrn Minister Rüegger kann ich bemerken, dass nicht die "Hybris" eines Diktators, die zum Ausbruch des letzten Krieges führte, weil ihr die demokratische Kontrolle fehlte, wieder die gleiche Rolle spielen wird. In der Sowjetunion wird die Kontrolle durch die Doktrin ausgeübt, welche die kühlen Rechner nie aus den Augen verlieren.

Es ist bezeichnend, dass die jugoslawischen Offiziere offen über die militärische Macht des Westens aufgeklärt, darüber unterrichtet werden, dass die amerikanische Luftwaffe stärker ist als die aller andern Mächte zusammen.

Auch das Interesse, womit die Durchführung der Fünf- und Mehrjahrespläne an die Hand genommen worden ist, spricht dafür, dass nicht mit dem Ausbruch eines Krieges gerechnet wird.

Bei der geschilderten Sachlage ist der Weg der Abwehr gegen die Sowjet-Expansion vorgezeichnet. Er besteht einerseits darin, die Gefahr der Machtergreifung durch die Kommunisten in der übrigen Welt abzuwenden, andererseits, wenn

nicht eine dem Ostblock ähnliche Machtballung im Westen zu verwirklichen, so doch in Westeuropa eine Politik der Einigung und Solidarität zu treiben, die potentiell einem Westblock gleichkommt. Es ist die Auffassung meiner meisten westlichen Kollegen in Belgrad, dass man nur nach einer kräftig sich manifestierenden Solidarität des Westens mit den Russen wieder richtig ins Gespräch kommen werde. Sogar einige Vertreter von Ostblock-Staaten, die sehen, wohin bei ihnen zuhause die Fahrt geht, huldigen dieser Meinung. Daraus erhellt die entscheidende Bedeutung des Marshall-Planes. Stalin will not stop, he can only be stopped.

Abschliessend nur wenige Worte über die Lage der Schweiz in diesem Europa, oder in dieser Welt. Die Unabhängigkeit der Schweiz und die Erhaltung ihrer Neutralität im Kriege setzten immer ein gewisses Kräftegleichgewicht zwischen den uns umgebenden Mächten oder Mächtegruppen voraus. Zum mindesten hat sich bisher unter dieser Bedingung die Neutralität als wirksames Instrument zur Erhaltung von Unabhängigkeit und Frieden bewährt. Nur unter dieser Bedingung gilt die Formel, dass die Neutralität im wahren Interesse Europas liege. Darüber war sich schon Pictet de Rochemont im klaren, als er an Turrettini schrieb: "Richelieu y est entré on ne peut mieux. La phrase soulignée est ce qui lui en plaît le plus. Cela prouve qu'il n'a pas le système de son prédécesseur ou plutôt que le cabinet de Versailles, n'ayant plus l'espoir de dominer la Confédération, veut aussi l'ôter au cabinet de Vienne. Tant mieux pour nous! La Suisse profite pleinement de cette rivalité."

Das Kräfteverhältnis oder das Kräftegleichgewicht, das unsere Neutralität im Kriege ermöglichte, besteht im jetzigen Moment nicht mehr. Wir sind daher nicht mehr von mächtigen, wir sind von ohnmächtigen Staaten umgeben, auf dem europäischen Kontinent hat Russland, hat der Ostblock

die Uebermacht. Es fehlt der Gegenpol. Der Hoffnung auf Bewahrung der Neutralität in einem heute ausbrechenden Konflikt ist nach meiner Meinung, und nicht nur nach meiner Meinung, der Boden entzogen. Wir müssen daher die Bildung einer Machtkonzentration ausserhalb des Ostblocks, oder wenigstens die Manifestation einer sichtbaren europäischen Solidarität, welche der Sowjetunion die Hoffnung auf eine mit hoher Wahrscheinlichkeit erfolgreiche Expansion raubt, intensivstens wünschen. Und es scheint mir, dass wir in unserem eigensten Interesse unsern Beitrag an die wirtschaftliche Gesundung Westeuropas leisten, ja uns selbst in eine Planung einschalten lassen sollten, wenn die Initiative Marshalls zum Abschluss von Verträgen führt, die eine Planung vorsehen.

Natürlich dürfen darunter die Wirtschaftsbeziehungen mit dem Osten und Südosten nicht leiden, es wäre im Gegenteil auch hier eine gewisse Planmässigkeit, ja langfristige Planung erwünscht. Wir dürfen den Güteraustausch mit den Staaten des Ostblocks - soweit sie bereits kommunistisch sind - schon deshalb nicht vernachlässigen, weil in andern Sektoren, speziell auf ideologischem, politischem, kulturellem Gebiete Berührungspunkte kaum vorhanden sind, korrekte oder freundschaftliche Beziehungen von Staat zu Staat aber irgend einer Grundlage bedürfen. Diese Grundlage ist für unser Verhältnis zu den kommunistischen Staaten der Wirtschaftsverkehr. Gerade Marschall Tito hat wiederholt erklärt, ohne rege wirtschaftliche Beziehungen könne er sich eine wirkliche Freundschaft zwischen Staaten nicht vorstellen. Es ist aussichtslos, in einem kommunistischen Staate für unsere politische und soziale Ordnung, für unser Recht, für unsere kulturellen Leistungen etc. zu werben. Aber die schweizerische Uhr, der Bally-Schuh, der Saurer-Camion, die Werkzeugmaschinen, die Generatoren, die Turbinen erzwingen

Vortrag von Herrn Minister Brüggemann

die Achtung eines Volkes, das schon von seiner Ideologie her mit der Maschine Kult treibt. Es wäre sogar eine schöne Aufgabe der Schweiz, bei aller Mitwirkung an der Stärkung der westlichen Solidarität, die Wirtschaftsbeziehungen zum Osten systematisch zu pflegen. In der in Spaltung begriffenen Welt dürfen die Beziehungen zwischen den vorhandenen oder sich bildenden Blöcken nicht gänzlich abreißen, wenn man die Hoffnung auf den Frieden nicht schon heute aufgeben will. Welche Mittel verfügen sie und wie werden sie diese Mittel handhaben?

Es handelt sich um eine nichtläufige Auseinandersetzung. Wie wird sie ausgetragen?

Dass ein Krieg, wie der vergangene, eine so vollkommene Umstellung der Machtverhältnisse zur Folge haben müsste, das hat man in Amerika zwar vielleicht geglaubt, ganz klar war man sich aber darüber nicht. In Amerika war man der Meinung, dass der gemeinsame Krieg gegen den gemeinsamen Feind eine Solidarität unter den Kämpfern gebracht habe, die dauern werde, die stark genug sei zur Gründung einer Organisation, welche in Zukunft alle Kriege unzulässig machen könne. Das war der Glaube der amerikanischen Regierung und des amerikanischen Volkes. In Kreisen, welche nicht ganz unwichtig sind, dachte man sogar an die Gründung einer Art Überseerates. Zweifler wurden als vorurteilshaltige Leute abgeschmäht.

Dieser Optimismus in Bezug auf Russland war verhältnismässig neu. Noch 1933 war es, ausserlich der Schaffung des "new deal" fraglich, ob die Beziehungen zur Sowjetunion aufgenommen würden. Die Meinungen waren im Kabinett geteilt. Diese Beziehungen haben sich in der Folge nicht sehr glücklich entwickelt. Schlecht wurden sie, als die UdSSR sich mit Deutschland verständigte, in Polen einmarschierte und Finnland angriff. Es wurde eine deutliche Sprache gegen den Machtwahn der UdSSR geführt.

Votum von Herrn Minister Bruggmann.

Die Frage, die zur Diskussion gestellt worden ist, ist die wichtigste Frage nicht nur unserer Politik sondern auch unserer Kultur. Ich möchte mich dazu von einem kleinen Sektor aus stichwortweise äussern.

Welches ist die Einstellung der USA im gegenwärtigen Konflikt? Herr Minister Zellweger hat die zentrale Frage zur Bildung unserer Auffassung über das, was geschehen kann und geschehen wird, gestellt: Was wollen die USA, über welche Mittel verfügen sie und wie werden sie diese Mittel handhaben?

Es handelt sich um eine machtmässige Auseinandersetzung. Wie wird sie ausgetragen?

Dass ein Krieg, wie der vergangene, eine so vollkommene Umstellung der Machtverhältnisse zur Folge haben müsste, das hat man in Amerika zwar vielleicht geahnt; ganz klar war man sich aber darüber nicht. In Amerika war man der Meinung, dass der gemeinsame Krieg gegen den gemeinsamen Feind eine Solidarität unter den Kämpfern gebracht habe, die dauern werde, die stark genug sei zur Gründung einer Organisation, welche in Zukunft alle Kriege unmöglich machen könne. Das war der Glaube der amerikanischen Regierung und des amerikanischen Volkes. In Kreisen, welche nicht ganz unwichtig sind, dachte man sogar an die Gründung einer Art Ueberstaates. Zweifler wurden als vorurteilbeladene Leute abgeschätzt.

Dieser Optimismus inbezug auf Russland war verhältnismässig neu. Noch 1933 war es, anlässlich der Schaffung des "new deal" fraglich, ob die Beziehungen zur Sowjetunion aufgenommen würden. Die Meinungen waren im Kabinett geteilt. Diese Beziehungen haben sich in der Folge nicht sehr glücklich entwickelt. Schlecht wurden sie, als die UdSSR sich mit Deutschland verständigte, in Polen einmarschierte und Finnland angriff. Es wurde eine deutliche Sprache gegen den Machthunger der UdSSR geführt.

Die Waffenbrüderschaft, die unerwartete Haltung des russischen Volkes, der Einsatz der russischen Mittel und der Erfolg haben dann aber die Amerikaner davon überzeugt, dass sie es hier mit Leuten ihres eigenen Schlages zu tun hatten. Sie waren der Meinung, dass diese Kämpfer gegen die Diktaturen auch Demokraten sein müssten.

Das dauerte bis nach dem Krieg. Dann traten rasch einmal Differenzen zu Tage, die man zunächst noch überbrücken zu können glaubte. Man gab zu, dass die UdSSR durch den Krieg so geschwächt und vielleicht gezwungen war, zusammenzuraffen, um ihre Wirtschaft wieder auf die Beine zu bringen. Man wollte die russische Haltung begreifen. Eine Anzahl von Verhandlungen fand in dieser Stimmung statt, was im Sinne von Roosevelt lag. Er glaubte, dass man mit den Russen positiv zusammenarbeiten könne, wenn man sie für voll nehmen und sie unterstützen werde.

Nach und nach ist dann aber der grosse Rivale wie ein furchtbares Gespenst vor der amerikanischen Psyche aufgetaucht. Die Ueberzeugung hat sich jetzt durchgesetzt, dass diese Rivalität ausgetragen werden muss, dass der Austrag dieser Rivalität unvermeidlich geworden ist. Das ist die Einstellung von Marshall, des State Department und der ausschlaggebenden Regierungskreise. Die Meinung der Amerikaner ist aber auf den Moment eingestellt. Mit Aenderungen und dem Aufkommen ganz neuer Gedankengänge muss man rechnen.

Die Amerikaner sind der Auffassung, dass die Zeit für sie wirke. Die Russen sind ihrerseits der Meinung, die Zeit arbeite für sie und sie könnten es darauf ankommen lassen, dass sie mit der Zeit das Uebergewicht erhalten werden.

Für die Beurteilung der Situation ist es sehr wichtig, was jeder der grossen Rivalen über den andern denkt. Die Amerikaner sehen die bolschewistische Regierung als eine kleine Minderheitsregierung an, die den Terror über ein grosses Volk ausübt.

Nach amerikanischer Auffassung ist der Kommunismus

die bolschewistische Regierung, überzeugt, dass der Kapitalismus überwunden werden könne und überall bekämpft werden müsse, dass man überall Einfluss nehmen müsse, wo das ohne Kriegsgefahr geschehen könne. Die Amerikaner sind der Meinung, dass das russische Volk dieser Tendenz entgegenstehe, dass es kriegsmüde und notleidend sei und dass ihm die Ideologie der Führer gleichgültig sei, dass es auch nicht mehr zu einem grossen militärischen Angriff aufgepeitscht werden könne. In dieser Hinsicht seien die Voraussetzungen ganz andere als im letzten Krieg, in welchem dem russischen Volk angesichts des deutschen Angriffskrieges und der Art und Weise, wie er geführt wurde, keine Wahl blieb. Es wird geglaubt, dass auch beträchtliche politische Zerfallsmomente bestehen, dass die Diktatur sich leergelaufen habe, dass sie jedenfalls nicht in der Lage sei, die Nachfolgerschaft in der Macht in reibungsloser Weise sicherzustellen (Herr Bruggmann betont, dass er die amerikanische, nicht seine eigene Meinung wiedergebe!). Man erwartet innerpolitische Schwierigkeiten für die Weiterführung der Sowjetmacht in Russland (im Zusammenhang mit einem Ausscheiden Stalins etc.) in ungefähr 10 Jahren! Dem entspricht die kommunistische Meinung, derzufolge bei der nächsten Krise ein Wirtschaftszusammenbruch in den USA erwartet wird. Beide Auffassungen entbehren offenbar der realen Grundlage.

Als logische Konsequenz ergibt sich aus dieser Auffassung die gegenwärtige amerikanische Haltung, die Truman-Doktrin und der Marshall-Plan. Den beiden letzteren fehlte übrigens die ruhige und überlegte Vorbereitung. Die Truman-Doktrin ist zunächst bekanntlich recht kritisch aufgenommen worden. Der Marshall-Plan hat bekanntlich seine Bedeutung und seine Definition erst durch die Reaktion in Europa erhalten. Im State Department stellt man die Dinge so dar, wie wenn es sich sowohl bei der Truman-Doktrin als auch beim Marshall-Plan um genau vorbereitete Kundgebungen gehandelt hätte.

Wie weit wird Amerika die Möglichkeit haben, die jetzt eingeschlagene Politik weiterzuführen? Heute sind die demokratische und die republikanische Partei in ihrer grossen Mehrheit damit einverstanden. Andere grosse Gruppen könnten sich aber früher oder später wieder vernehmen lassen. Die Einflüsse, denen sich die öffentliche Meinung und das Parlament in Amerika zugänglich zeigen könnten, sind nicht vorauszusehen. Es gibt immer noch Leute, die glauben, dass man mit den Russen reden könne, dass es nur nötig sei, Russland die erforderliche Sicherheit zu geben, es finanziell und wirtschaftlich zu unterstützen und es so zu einem freundschaftlichen Staat zu machen. Diese Leute glauben, entsprechend der amerikanischen Wesensart, dass ihre Auffassung durchexperimentiert werden müsse. Erst nach der Durchführung des Experiments werden sie eventuell glauben, dass es nicht geht. Jeder der nicht gleicher Meinung ist wie sie, ist nach ihrer Auffassung rückständig und nicht guten Willens.

Zu diesen Idealisten gesellen sich die Isolationisten. Sie wollen sich auf ihre eigenen Interessen in Amerika zurückziehen und sich an dem, was in Europa geschieht, desinteressieren.

Beide Gruppen werden früher oder später in Amerika wieder eine grössere Rolle spielen, besonders wenn Amerika wegen eigenen wirtschaftlichen Schwierigkeiten Mühe haben sollte, den eingeschlagenen Weg fortzusetzen.

Eine weitere Gruppe, die in Amerika einige Bedeutung erlangen kann, sind die Militärs. In einigen dieser Kreisen wurde schon von jeher das Zusammengehen mit den Russen kritisiert; sie waren nicht bereit, eine zweite Weltmacht, die sich mit den USA zu messen in der Lage ist, zu akzeptieren. Diese Leute bilden nur eine kleine Gruppe; ihre Meinung ist aber im Sektor der Frage der Atombombe nicht bedeutungslos. Nach Auffassung der Militärs kann mit der Atombombe jede andere Macht geschlagen werden (was vielleicht in bezug auf die Sowjetunion nicht zutreffend ist).

Wenn es von Zeit zu Zeit heisst, dass auch die Russen ihre Atombombe entwickeln, so vertreten die Militärs die Auffassung, man sollte ihnen zuvorkommen. Ihre Auffassung ist es, dass der Präsident die Kompetenz erhalten sollte, die Atombombe zu verwenden wann und wo er wolle. Davon sind wir aber noch weit entfernt, und auch in der Atomkontrollkommission herrscht die Meinung, dass ein solcher Schritt nicht in Frage kommen könne.

Es ist aber nicht ausgeschlossen, dass in einem Moment der Hysterie, wenn man mit einem Aufrücken der Russen mit der Atombombe rechnet, solche Eventualitäten ernsthaft diskutiert werden.

Nach Auffassung der Amerikaner haben die Russen die Atomkontrolle deshalb nicht angenommen, weil damit eine Inspektion der innerrussischen Verhältnisse verbunden wäre, die für das bolschewistische System tödlich wäre. Nur deshalb sei die Haltung der Russen erklärlich, die doch das grösste Interesse an dieser Kontrolle hätten, solange sie die Bombe, im Gegensatz zu ihrem amerikanischen Rivalen, nicht haben.

Für die Schweiz ist es notwendig, sich von allen rein politischen Dingen fernzuhalten, in allen wirtschaftlichen, moralischen und allgemein menschlichen Fragen aber eine Haltung einzunehmen, die unsern Auffassungen und unserer Wesensart am besten entspricht. Wenn wir diese Haltung weiterhin einnehmen, werden wir die vorhandenen Risiken nicht vergrössern.

M. Yalleton estime que la Suisse doit être prudente vis-à-vis de l'ONU. Il est d'avis par contre qu'elle doit collaborer aux organisations internationales techniques, financières et de bienfaisance. Elle doit participer à la reconstruction économique des pays qui nous entourent: l'Allemagne l'Italie et

Exposé de M. le Ministre Vallotton

Tous les représentants suisses à l'étranger estiment avec M. le Conseiller fédéral Petitpierre que la situation actuelle est très dangereuse car les critères de notre neutralité ne correspondent plus à l'état actuel des choses. Nous ne pouvons compter sur l'objectivité d'aucun groupe.

Il y a deux ans, la chambre des députés suédoise avait décidé que la Suède devait adhérer à l'organisation des Nations Unies. On peut se féliciter que la Suisse n'ait pas suivi cet exemple.

Au moment où la Suisse a été invitée à la conférence de Paris, elle avait le choix entre trois alternatives :

1) dire non, en partant du point de vue qu'une participation serait contraire à notre neutralité;

2) accepter avec certaines réserves. C'est cette solution qui fut adoptée par le Conseil fédéral; elle a rallié la plus grande partie de notre opinion publique;

3) limiter notre participation à une collaboration financière.

M. Vallotton estime que la Suisse doit être prudente vis-à-vis de l'ONU. Il est d'avis par contre qu'elle doit collaborer aux organisations internationales techniques, financières et de bienfaisance. Elle doit participer à la reconstruction économique des pays qui nous entourent: l'Allemagne l'Italie et

la France en particulier. Elle doit éviter que le CICR soit ouvert à des étrangers ambitieux. Elle doit enfin pour suivre ses relations avec tous les pays.

La Suède a aujourd'hui, dans certains domaines, les mêmes problèmes que la Suisse. Elle manque par exemple comme nous de main-d'oeuvre industrielle et agricole. Cette analogie cesse cependant en politique extérieure. La Suisse n'a fait pendant la guerre aucune concession à Hitler, sauf peut-être sur le plan économique. La Suède par contre lui a cédé en admettant le passage sur son sol des troupes allemandes.

La différence entre les deux politiques peut être suivie dans toutes les questions. Notre politique est claire, nette. La politique de la Suède est par contre une politique d'opportunité et d'équilibre. L'année dernière, la Suède a conclu avec la Russie un traité qui met aujourd'hui son industrie dans de grandes difficultés. Ce traité fut fait pour plaire aux Russes. A cet égard on peut dire qu'il n'a eu aucun succès, car aujourd'hui la presse soviétique est particulièrement dure et sévère pour les Suédois.

La Suède cherche également à plaire aux Américains. On peut dire qu'elle flirte avec Washington.

Entre la Suisse et la Suède il y a également des différences historiques importantes. Jusqu'en 1918, la Suisse a toujours eu de bons rapports

avec la Russie. Par contre la Suède a souvent été en guerre avec la Russie qui est en quelque sorte son ennemie héréditaire.

La situation de la Suède vis-à-vis des Etats Unis est aussi différente de celle de la Suisse. Deux millions de Suédois vivent en Amérique (6 millions en Suède) et le Gouvernement suédois doit compter avec eux.

A l'encontre de la Suisse, la Suède fut autrefois une grande puissance et ne l'a pas oublié. Elle ne se résout pas à être un petit état. Elle s'efforce de jouer un rôle politique. Aujourd'hui, elle cherche à former le bloc scandinave dont elle prendrait la direction. L'on parle souvent d'un complexe d'infériorité des Suédois. Pour M. Vallotton, ils souffrent plutôt d'un complexe de supériorité.

L'opinion publique suédoise appuya la décision d'adhérer à l'ONU. Depuis lors, l'ONU montra ses faiblesses, ce qui provoqua en Suède un revirement d'opinion fort intéressant pour nous. Une consultation populaire récente établit qu'aujourd'hui une grande partie du peuple regrette l'entrée dans l'ONU et certains la trouve même dangereuse.

Votum von Herrn Minister Flückiger.

Ich fühle mich beengt, wenn ich vergleiche, was meinen Kollegen und was mir an Informationsquellen zur Verfügung steht. Die Aufnahme, die ich in Moskau gefunden habe, war angenehm, und man hat mir dort sogleich erklärt, dass man vergessen wolle, was die Beziehungen zwischen der Schweiz und der UdSSR in der Vergangenheit belastet habe. Eine offene Aussprache mit Funktionären des Russischen Staates ist aber unmöglich, sie ist ihnen direkt verboten. Wenn man von einem russischen Vorhang spricht, ist das nicht das Schlimmste. Schlimmer ist die dahinter liegende Dunkelkammer! Die Abschliessung gegen den Westeuropäer ist viel schlimmer geworden.

Jeden Sonntag finden in Moskau wissenschaftliche Vorträge statt. Vorgetragen wird dort die Doktrin des Staates. Von oben herab wird die Abschliessung gegen Westeuropa propagiert. Es wird als Verrat bezeichnet, wenn sich der Wissenschaftler mit dem westeuropäischen Wissenschaftler ins Benehmen setzt, da dadurch der letztere angeblich profitiert und der Sowjetunion Werte entzogen werden. Nach der Konzeption des Regimes ist das Sowjet-Volk ein Volk höheren Wertes. Der Russe soll sich gesagt sein lassen, dass er den Westeuropäer von oben herab anzusehen hat. Das bedeutet durchaus nicht die Heranzüchtung eines Herren-Volkes. Dafür fand man im Norden den Glauben vorbereitet. In Russland will man damit vielmehr die bedenklich gesunkene Moral heben.

Wenn man Russland beurteilen will, muss man sich vor Uebertreibungen hüten. Immer aber hört man nur extreme Meinungen

Russland hat 30 Kriegsjahre hinter sich, den Krieg von 1914-1918, dann die innern Auseinandersetzungen und schliesslich, nach einer gewissen Zeit der Erholung vor 1939, den letzten Krieg, der der UdSSR Wunden geschlagen hat, von denen man sich keine Vorstellung machen kann.

Wenn man sich fragt, wie es möglich ist, dass die UdSSR nicht exportieren kann, so muss man daran denken, dass heute in fruchtbarsten Teilen des Landes keine Häuser, keine Werkzeuge, kein Vieh, keine Sämereien zur Verfügung stehen.

Welches ist heute das politische Credo in der UdSSR?
Welches ist die zukünftige Entwicklung?

Nichts wäre unrichtiger als die Annahme, Stalin habe die ursprüngliche Konzeption geändert. Es ist immer genau zu unterscheiden zwischen der Strategie (gemäss der Lehre Lenins, der Religion, deren Vollstrecker Stalin ist) und der Taktik, die verwandlungsfähig ist. Es sei an die NEP, die Neue Oekonomische Politik, die beim Ausbruch der Hungersnot zur Zeit der Vernichtung der Kulaken vorübergehend die kapitalistische Wirtschaft auf dem Lande zuließ, erinnert. Im Jahre 1925 war dann die Führung davon überzeugt, dass der Schwächezustand überwunden sei, und die Landwirtschaft wurde kollektiviert.

Eine Bestätigung stellt die offizielle Erklärung dar, die nach dem Interview Stalin-Stassen in der "PRAWDA" publiziert wurde. Stalin sah sich veranlasst, die Grundsätze genau festzulegen, die er zum Ausdruck gebracht hatte und die unverrückbar sind.

Die Lehre im Urtext Lenins gilt heute noch vorbehaltlos.

Was die Möglichkeit eines Kriegsausbruchs betrifft, bin ich nicht Pessimist. Ich kann mir einen Krieg aus der gegebenen Situation heraus einfach nicht vorstellen. Der Russe hat den letzten nur deshalb so machtvoll führen können, weil er angegriffen wurde. Einen Angriffskrieg hätte er damals mit der gleichen Eindrücklichkeit nicht führen können. Die Folgen des letzten Krieges halten das Land und das Volk unendlich darnieder. Vor dem Krieg war die Lage doch wesentlich günstiger; reichlichere Nahrungsmittel, Kleider und Wohnungen standen zur Verfügung. Deshalb hasst das Volk den Krieg. Die Stimmung ist heute in Russland eine ganz andere als 1939 in Deutschland. Ein Angriffskrieg ist heute für Russland nicht möglich. Die Bewaffnung ist auf die Dauer gegen die heutigen Gegner nicht genügend; die vorhandenen Flugzeuge sind, abgesehen von neuen Düsenjägern, amerikanischen Ursprungs. Man hat nicht den Eindruck einer Aufrüstung.

Russland hat wahrscheinlich viel mehr Truppen demobilisiert, als man wahr haben will. Nach Berichten aus dem Bal-

tikum und nach Beobachtungen an der finnischen Grenze stehen dort keine Truppen. Immerhin sollen sich Truppen in der Gegend von Odessa, einem neuralgischen Punkte, befinden.

Es wird kein Hehl daraus gemacht, dass infolge des Hungers eine grosse Unzufriedenheit herrscht. Deshalb besteht auch ein Interesse daran, dass die bewaffnete Macht nicht allzu gross ist und unter Kontrolle gehalten werden kann.

Ich glaube nicht an die Möglichkeit eines Regime-Wechsels infolge einer Revolution usw. Das russische Volk gibt seiner Regierung trotz der bestehenden Unzufriedenheit Kredit. Schliesslich gibt es heute für jeden die Möglichkeit zum Aufstieg. Das Analphabetentum ist beinahe verschwunden. Viele Leute haben an der Entwicklung der Technik Interesse. Man sagt immer, dass^{das} alles vor 30 Jahren doch nicht so war. Man ist sich auch bewusst, dass die gegenwärtige Not durch den Krieg herbeigeführt worden ist und dass doch bis 1939 einiges erreicht worden war.

Bei einem Angriff auf Russland würde sich das russische Volk wiederum zur Wehr setzen. Ein erfolgreicher Angriff auf Russland ist kaum möglich. Darüber müssen sich auch die amerikanischen Militärs im klaren sein. Die Atombombe würde zwar viele Leute töten, sie könnte aber das Kollektiv, das allein in Russland zählt, nicht vernichten.

Die Amerikaner haben nun im besetzten Deutschland ihre Lehren sammeln können. Wenn sie das gleiche Experiment in Russland versuchen wollten, so würden sie dort jedenfalls auch nicht viel bessere Erfahrungen machen.

Napoleon ist nicht mit den Waffen, Hitler nicht wegen Stalingrad gescheitert. Man muss die Grösse des Raumes nie vergessen.

Eine akute Kriegsgefahr besteht nicht.

Wie wird die schweizerische Neutralitätspolitik von den Russen beurteilt? Ich habe festgestellt, dass auf russischer Seite die Neutralitätspolitik des Bundesrates in durchaus positivem Sinne gewürdigt wird. Man begreift offenbar auf

russischer Seite unsere Situation und hat dort unsere Reaktion auf den Marshall-Plan geschätzt.

Die Neutralitätspolitik des Bundesrates, wie sie bis jetzt gehandhabt wurde, ist das, was auch unter dem Gesichtspunkte des Verhältnisses zur UdSSR als wünschbar erscheint.

In Russland achtet man unendlich scharf auf alles, was als Sympathie- oder Antipathie-Kundgebung gedeutet werden kann. Russland liegt es sehr daran, die Schweiz nicht in den Okzident abgleiten zu sehen. So schwer es auch in der Folge sein mag, ist die einzige Politik, die uns zum Erfolg führt, die stolze möglichst unabhängige Neutralitätspolitik, was uns aber nicht hindern darf, uns an allen Fragen, die uns direkt berühren, aktiv zu beteiligen.

Ich möchte sehr bitten, von diesem Wege der absoluten Unabhängigkeit nicht abzuweichen. Nichts würde unsere Stellung so sehr erschweren, wie wenn man uns den Vorwurf machen könnte, wir seien in das Schlepptau einer Mächtegruppe getreten. von Rechenschaft geben und daraus die Konsequenz ziehen, die Neutralitätspolitik sei zu ändern, da deren wesentliche Voraussetzung nicht mehr vorhanden sei.

Unsere Neutralität stand eine weiltlang sehr niedrig im Kurs. Die Meinung, dass es im Kampfe gegen den Menschenfeind Hitler keine Neutralität geben könne, war weit verbreitet. Diese Meinung hat sich seit Kriegsende vollkommen geändert, als man sich Rechenschaft gab, dass derjenige, gegen den sich die ganze Welt vereinigen sollte, als Gefahr gar nicht mehr bestand, und als die neue Gefahr im Osten aufgetaucht war.

Eine Betrachtung der Weltlage ist für die Bestimmung unserer politischen Haltung von ausserordentlich grosser Bedeutung. Man könnte dazu folgende einfache Formel aufstellen:

Im östlichen Zentrum, in Moskau, ist die Doktrin absolut unverändert geblieben und damit der Expansions-

Votum von Herrn Minister Walter Stucki.

Die Schweiz hat Fragen, wie wir sie heute diskutieren, seit Jahrhunderten nicht gekannt. Das Neuartige der Situation ist leider dem Schweizervolk im allgemeinen noch vollkommen unbekannt geblieben.

Zwischen der Neutralität der Schweiz und dem europäischen Gleichgewicht besteht ein untrennbarer Zusammenhang. Prof. Bonjour hat darauf in seinem Werk, "Schweizerische Neutralitätspolitik und europäisches Gleichgewicht", sehr treffend hingewiesen.

Dieses Gleichgewicht besteht zum erstenmal seit Jahrhunderten nicht mehr, was in Bezug auf unsere traditionelle Neutralitätspolitik ein wesentliches Faktum ist. In der Schweiz und im Ausland gibt es immer mehr Leute, die sich davon Rechenschaft geben und daraus die Konsequenz ziehen, die Neutralitätspolitik sei zu ändern, da deren wesentliche Voraussetzung nicht mehr vorhanden sei.

Unsere Neutralität stand eine zeitlang sehr niedrig im Kurs. Die Meinung, dass es im Kampfe gegen den Menschenfeind Hitler keine Neutralität geben könne, war weit verbreitet. Diese Meinung hat sich seit Kriegsende vollkommen geändert, als man sich Rechenschaft gab, dass derjenige, gegen den sich die ganze Welt vereinigen sollte, als Gefahr gar nicht mehr bestand, und als die neue Gefahr im Osten aufgetaucht war.

Eine Betrachtung der Weltlage ist für die Bestimmung unserer politischen Haltung von ausserordentlich grosser Bedeutung. Man könnte dazu folgende einfache Formel aufstellen:

Im östlichen Zentrum, in Moskau, ist die Doktrin absolut unverändert geblieben und damit der Expansions-

drang für diese Doktrin, der Imperialismus für diese Doktrin. Das entspricht den strategischen Zielen des Ostens, von denen man die taktischen Ziele unterscheiden muss.

Wir wissen, dass im Osten eine Religion am Werke ist, die aus taktischen Gründen momentan nicht bedrohlich ist, die aber als latente Gefahr für unsere westeuropäische Konzeption vorhanden bleibt.

Es stellt sich die Frage, ob sich die russische Politik erklären lässt aus einer Missachtung oder aber aus der Furcht vor Amerika. Herr Minister Bruggmann wies auf die Angst der Russen vor einem amerikanischen Angriff hin. Ich halte das kaum für glaubhaft. Die Amerikaner können oder wollen aus ihrer kapitalistisch-bürgerlichen Einstellung heraus keinen Krieg führen, was doch den kühlen Rechnern im Politbüro klar sein muss. Für mich ist die russische Politik nicht aus einer Angst vor Amerika zu erklären, sondern vielmehr daraus, dass die Gefahr einer amerikanischen Aktion gering eingeschätzt wird.

Wir wissen also ziemlich genau Bescheid darüber, was im Osten geplant und gemacht wird. Wir wissen das weniger genau in Bezug auf das Westzentrum. Heute denkt man dort so, morgen ganz anders. Ein Angriffskrieg gegen Russland ist ausserordentlich unwahrscheinlich. Die amerikanischen Bestrebungen gehen daraufhin, sich mit Hilfe des Dollars ein Glacis zu schaffen, um für den Fall einer Auseinandersetzung einen Brückenkopf zu besitzen.

Demgegenüber geht die englische Aussenpolitik dahin, sich nicht in einen Westblock einbringen zu lassen, sondern die Stellung eines Vermittlers zwischen Ost und West einzunehmen. Dass Staaten wie Frankreich, Italien, Schweden usw. eine andere Auffassung haben könnten als Grossbritannien, kann ich mir nicht vorstellen.

Ich glaube, dass in all diesen Staaten die russland-

freundlichen Kräfte so stark sind, dass keiner von ihnen sich wird einspannen lassen können, das zu werden, was die Amerikaner von uns haben möchten: den Brückenkopf.

Von schweizerischer Seite muss man sich fragen, ob das, was jetzt in Westeuropa vor sich geht (Marshall-Plan, Coudenhove-Calergi usw.), zu dem führt, was die Amerikaner wollen, oder in anderer Richtung.

Wir haben von Herrn Minister Zellweger die aus seinem Munde überraschende Feststellung gehört, dass die Schweiz die Pläne einer Organisation Westeuropas unterstützen soll. Diese Auffassung würde sich vertreten lassen, wenn Aussicht darauf bestünde, dass Westeuropa als Gegengewicht zur UdSSR organisiert werden könnte. Ich glaube nicht daran. Alles deutet darauf hin, dass der Westen unfähig ist, sich zu organisieren, jedenfalls sich zum Gegengewicht gegen die UdSSR zu organisieren.

Bei dieser Sachlage könnte man versucht sein, die Konklusion zu ziehen, dass das, was die Schweiz während Jahrhunderten im Mächtenspiel war, diese Rolle Europa im Spiel zwischen Amerika und der UdSSR spielen soll, es soll als neutraler Block, als Tampon, zwischen den extremen Kräften Moskau und Washington stehen.

Wenn dies der Sinn des westeuropäischen Zusammenschlusses sein soll, dann hat die Schweiz darin ihren Platz.

Vielleicht ist das, was ich sagte, noch reine Spekulation. Die Entwicklung geht aber in dieser Richtung. Unterdessen werden wir eine Politik der Opportunität treiben, die wir ruhig immer noch Neutralitätspolitik nennen können.

Der UNO wollen wir fernbleiben, aber alle Bestrebungen, die dem Wiederaufbau dienen, unterstützen, auch wenn es uns etwas kostet.

Die Beziehungen zum Osten dürfen wir nicht abbrechen

lassen.

Votum von Herrn Minister von Jenner.

Wir dürfen uns nicht in einen westeuropäischen Block hineinmanöverieren lassen, der nach der amerikanischen Konzeption ausfallen soll. Wir wissen Unsicherheiten in der Zukunft, nicht daraufhin, ob unsere bisherige Politik richtig war, sondern wie weit sie auch in Zukunft befolgt werden kann.

Es wurde hier gesprochen von der Möglichkeit einer Brückenkopfbildung und eines Transports. Aber: es gibt keine Brücke nach dem Osten. Wir werden im Osten nicht wesentlich anders eingeschätzt als die Anglo-Amerikaner. Wir sind die gleichen Kapitalisten und Faschisten (wenn auch nicht Imperialisten). Wir sind genau so verhasst.

Wie weit können wir mit dem Osten gehen, ohne uns den Vorwurf auszusetzen, dass wir unsern Feinden Vorschub leisten?

Ich habe mich davon überzeugt, dass man den Handelsverkehr mit uns wünscht, soweit man dabei eine Kreditmöglichkeit ausnützen kann, dass man es aber gar nicht eilig hat, uns etwas zu liefern. Die Verträge werden von bulgarischer Seite nicht eingehalten. Schweizerische Einkäufer werden durch Vorwände abgesperrt. So hat man sich jüngst zur Erteilung von Exportbewilligungen nur dann bereit erklärt, wenn die schweizerische Regierung die Verpflichtung übernimmt, dass die Güterwagen auf dem Rückweg durch die westlichen Besatzungszonen Oesterreichs nicht gestohlen werden. Keine Kompensationsgeschäfte werden zugelassen, ohne dass man versucht, freie Devisen herauszubekommen.

Ich frage mich, ob nicht doch eine gewisse Reserve am Platze wäre. Auch die britische Regierung täuscht sich, wenn sie eine Vermittlerrolle zwischen Amerika und Russland einhalten zu können glaubt.

Votum von Herrn Minister von Jenner.

Ich habe gewisse Unsicherheiten in mir entdeckt, nicht daraufhin, ob unsere bisherige Politik richtig war, sondern wieweit sie auch in Zukunft befolgt werden kann.

Es wurde hier gesprochen von der Möglichkeit einer Brückenkopfbildung und eines Tampons. Aber: es gibt keine Brücke nach dem Osten. Wir werden im Osten nicht wesentlich anders eingeschätzt als die Anglo-Amerikaner. Wir sind die gleichen Kapitalisten und Faschisten (wenn auch nicht Imperialisten). Wir sind genau so verhasst.

Wieweit können wir mit dem Osten gehen, ohne uns dem Vorwurf auszusetzen, dass wir unsern Feinden Vorschub leisten?

Ich habe mich davon überzeugt, dass man den Handelsverkehr mit uns wünscht, soweit man dabei eine Kreditmöglichkeit ausnützen kann, dass man es aber gar nicht eilig hat, uns etwas zu liefern. Die Verträge werden von bulgarischer Seite nicht eingehalten. Schweizerische Einkäufer werden durch Vorwände abgespiesen. So hat man sich jüngst zur Erteilung von Exportbewilligungen nur dann bereit erklärt, wenn die schweizerische Regierung die Verpflichtung übernimmt, dass die Güterwagen auf dem Rückweg durch die westlichen Besetzungszonen Oesterreichs nicht gestohlen werden. Keine Kompensationsgeschäfte werden zugelassen, ohne dass man versucht, freie Devisen herauszubekommen.

Ich frage mich, ob nicht doch eine gewisse Reserve am Platze wäre. Auch die britische Regierung täuscht sich, wenn sie eine Vermittlerrolle zwischen Amerika und Russland einhalten zu können glaubt.

Bevin täuscht sich, wenn er glaubt, dass die Ratifikation der Friedensverträge seines Verhaltens wegen in Moskau zustande gekommen sei. Russland überliess es, wie ich weiss, der bulgarischen Regierung, den Zeitpunkt der Ratifikation des Friedensvertrags zu bestimmen. Sie erfolgte dann richtig im Moment, als die innenpolitische Opposition in Bulgarien zerschlagen war.

Il est évident que l'Italie n'est plus d'un grand poids dans la constellation actuelle. Elle penche aujourd'hui du côté américain par intérêt, puisqu'elle attend une aide matérielle et financière des Etats-Unis.

M. de Weck pense qu'il est possible qu'un bloc d'Etats se crée en Europe occidentale et que nous devrions appuyer toute tentative dans ce sens.

Il estime qu'il vaudrait la peine d'examiner les raisons qui ont amené la Russie à ratifier les traités de paix.

Exposé de M. le Ministre GorgéExposé de M. le Ministre de Weck

M. de Weck se rallie aux conclusions de M. Stucki.

Il explique que l'Italie n'est plus d'un grand poids dans la constellation actuelle. Elle penche aujourd'hui du côté américain par intérêt, puisqu'elle attend une aide matérielle et financière des Etats-Unis.

M. de Weck pense qu'il est possible qu'un bloc d'Etats se crée en Europe occidentale et que nous devrions appuyer toute tentative dans ce sens.

Il estime qu'il vaudrait la peine d'examiner les raisons qui ont amené la Russie à ratifier les traités de paix.

M. Gorgé.

Pour atteindre ce but, deux voies s'offrent à la Suisse. Elle peut engager des négociations directes avec les Etats-Unis et la Russie. Ces négociations n'ont toutefois, il faut le reconnaître, pas grandes chances de succès en ce moment. Elle peut aussi adhérer à l'ONU en faisant reconnaître son statut de neutralité par tous ses membres.

Aujourd'hui, les circonstances ne sont guère favorables pour s'engager dans cette voie. L'opinion publique y serait d'ailleurs hostile. Mais va

Exposé de M. le Ministre Gorgé

M. Gorgé déclare qu'on est très pessimiste en Turquie. A Ankara, on croit que l'on marche à pas lents mais irrésistibles vers la guerre. M. Gorgé est donc heureux de voir que le pessimisme turc, qui est inspiré par le pessimisme américain car on est à Ankara fortement influencé par Washington, n'est pas partagé par tous les autres pays.

Puisqu'une guerre est possible, que devons nous faire dans cette éventualité? Notre neutralité sera-t-elle respectée? On ne saurait le dire. Mais on peut affirmer que plus elle sera reconnue, plus elle aura de chances d'être respectée.

Or, la Russie n'a pas reconnu la neutralité suisse, ni l'Amérique non plus. N'y aurait-il pas moyen d'obtenir sa reconnaissance par ces deux grandes puissances? C'est la question que se pose M. Gorgé.

Pour atteindre ce but, deux voies s'offrent à la Suisse. Elle peut engager des négociations directes avec les Etats-Unis et la Russie. Ces négociations n'ont toutefois, il faut le reconnaître, pas grandes chances de succès en ce moment. Elle peut aussi adhérer à l'ONU en faisant reconnaître son statut de neutralité par tous ses membres.

Aujourd'hui, les circonstances ne sont guère favorables pour s'engager dans cette voie. L'opinion publique y serait d'ailleurs hostile. Mais vu

.....

l'enjeu formidable que constituerait la reconnaissance de notre neutralité, ne vaudrait-il pas la peine de la tenter?

Pour sa part, M. Gorgé croit que l'on devrait examiner s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir cette reconnaissance des Soviets et des Etats-Unis.

rience intéressante pour d'autres pays.

M. Broys se rattache aux conclusions de M. le Conseiller fédéral Petitpierre. Il fait la distinction entre une politique qui consisterait à entreprendre des tentatives pour faire reconnaître notre neutralité active et notre neutralité passive, et une politique de présence dans tous les domaines de coopération et de collaboration en vue de reconstituer économiquement l'Europe.

Il est probable que l'Europe attend beaucoup de la Suisse, dont l'industrie est restée intacte. Peut-être devons-nous payer cette immunité.

M. le Ministre Stucki a soulevé l'hypothèse de la constitution d'un bloc européen occidental auquel nous pourrions nous rattacher. M. Broys estime qu'alors les conditions de notre neutralité seraient rétablies.

M. Broys relève que la proposition de M. Gorgé vient rejoindre ce qu'a dit M. le Conseiller fédéral Petitpierre, à savoir que faire reconnaître notre neutralité n'est pas réalisable immédiatement.

M. Broys examine l'éventualité d'une agression contre la Suisse à cause de sa neutralité; comme ce

Exposé de M. le Ministre Broye

M. Broye relève le courage et l'esprit de grandeur avec lesquels l'Espagne accepte de jouer le rôle de cavalier seul malgré les graves privations auxquelles elle s'expose. Son attitude peut être une expérience intéressante pour d'autres pays.

M. Broye se rattache aux conclusions de M. le Conseiller fédéral Petitpierre. Il fait la distinction entre une politique qui consisterait à entreprendre des tentatives pour faire reconnaître notre neutralité active et notre neutralité passive, et une politique de présence dans tous les domaines de coopération et de collaboration en vue de reconstituer économiquement l'Europe.

Il est probable que l'Europe attend beaucoup de la Suisse, dont l'industrie est restée intacte. Peut-être devons-nous payer cette immunité.

M. le Ministre Stucki a soulevé l'hypothèse de la constitution d'un bloc européen occidental auquel nous pourrions nous rattacher. M. Broye estime qu'alors les conditions de notre neutralité seraient rétablies.

M. Broye relève que la proposition de M. Gorgé vient rejoindre ce qu'a dit M. le Conseiller fédéral Petitpierre, à savoir que faire reconnaître notre neutralité n'est pas réalisable immédiatement.

M. Broye examine l'éventualité d'une agression contre la Suisse à cause de sa neutralité, comme ce

.....

fut le cas avec la Belgique et la Hollande. Il croit qu'à cet égard nous pourrions faire valoir le cas échéant pour nous distinguer des autres neutres occasionnels, le fait que nous n'avons pas de colonies ni de minerais et que, n'étant pas placés au bord de la mer, nous ne fermons l'accès d'aucun pays.

M. Broye partage l'opinion de M. Flückiger et croit avec lui que la Russie est moins forte et moins offensive qu'on ne le pense. Le retrait des divisions russes pose, par exemple, des questions intéressantes.

Pour terminer, M. Broye pense que nous devons donner tout notre appui au CICR dans son différend avec la ligue des Croix-Rouges. Il rappelle qu'une situation semblable s'était produite après la guerre de 1914-1918 et que le CICR avait délégué alors M. Edouard Boissier et M. des Gouttes auprès du roi Alphonse XIII pour plaider sa cause. Il y a là un précédent qu'il pourrait être utile de suivre.

un gouvernement Spak qui lui a procuré une plus large assise.

M. Spak et le public belge éprouvent pour nous une vive sympathie. Mais M. Spak désapprouve notre neutralité. Il considère qu'elle n'est plus possible actuellement et que nous serons inévitablement jetés dans la mêlée. Elle nous a protégés dans les deux dernières guerres mais ne suffirait plus dans un troisième conflit.

Ce serait une erreur de croire que nous pourrions nous faire pardonner notre situation de li-

Exposé de M. le Ministre Lardy

M. Lardy désire exposer la position de la Belgique en relation avec ce que nous étudions.

La Belgique ne se fait pas d'illusions à l'égard de la Russie. Elle sait que les buts qu'elle poursuit n'ont pas changé. M. Spaak a déclaré lui-même que la ligne de conduite de la Russie ne varie jamais.

En Belgique, on estime que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont des objectifs identiques en politique extérieure. Cependant, des nécessités de politique intérieure obligent la Grande-Bretagne à se garder de sembler se rattacher à la politique capitaliste américaine. L'on trouve la même situation en Belgique. Les choses y ont cependant un peu évolué peut-être depuis le dernier remaniement du gouvernement Spaak qui lui a procuré une plus large assise.

M. Spaak et le public belge éprouvent pour nous une vive sympathie. Mais M. Spaak désapprouve notre neutralité. Il considère qu'elle n'est plus possible actuellement et que nous serons inévitablement jetés dans la mêlée. Elle nous a protégés dans les deux dernières guerres mais ne suffirait plus dans un troisième conflit.

Ce serait une erreur de croire que nous pourrions nous faire pardonner notre situation de li-

.....

Votum von Herrn Minister Lehner.

béraux par les Soviets. Quelle que soit notre attitude à leur égard, ils nous considéreront toujours comme étant dans le camp des ennemis.

Si, comme M. Stucki en a esquissé l'éventualité, un bloc occidental neutre se forme, cette neutralité ne serait qu'occasionnelle. Elle serait donc très différente de notre neutralité.

Tout en pensant que nous serons entraînés dans un conflit et en désapprouvant notre neutralité, M. Spaak est d'avis que nous pouvons très bien poursuivre notre politique actuelle. Il reconnaît qu'elle a certains avantages, en particulier celui de ne pas nous enrégimenter. Or, le fait de n'être pas enrégimenté dans un conflit dès le début est un potentiel extraordinaire. On l'a vu avec la Turquie pendant la dernière guerre.

M. Lardy est d'avis que nous devons conserver notre attitude d'indépendance.

Il constate que le CICR est très attaqué et il trouve que nous devons le défendre. Un des arguments à faire valoir à cet égard est que le CICR, pour pouvoir accomplir sa mission, doit être à l'abri de changements et que cette condition ne sera remplie que s'il reste suisse.

Votum von Herrn Minister Zehnder.

Ich bin persönlich mit der Feststellung von Herrn Minister von Jenner, derzufolge jeder Versuch zur Verständigung mit der Sowjetunion zum Scheitern verurteilt ist, mit Einschränkungen einverstanden. Die russische Aussenpolitik erscheint undurchsichtig, weil in ihr, mehr als anderswo, verschiedene Elemente zusammenspielen.

Die Feststellung von Herrn Minister von Jenner entspricht der Tatsache, dass ein Kompromiss der Sowjetdoktrin nicht möglich ist. Aber auch die Moskauer Regierung muss der weltpolitischen Machtposition Rechnung tragen. Andererseits kann die Regierung in Moskau nicht die akademisch entstandene Doktrin durchsetzen ohne Rücksicht zu nehmen auf die - vielleicht unbewussten - nationalen Aspirationen des Volkes.

Vom Gesichtspunkt des erzwungenen Kompromisses aus (diesen Begriff möchte ich an die Stelle des hier schon verwendeten Begriffs der Taktik setzen) ist es nicht ausgeschlossen, dass von einem gewissen Augenblick an, wenn die Sowjetunion sieht, dass sie nicht zum Ziele kommt, die Möglichkeit zu einem Zusammenleben mit ihr doch gegeben sein wird. Die Haltung von Grossbritannien ist bestrickend, das unermüdlich doch noch versucht, mit der UdSSR zu einem erträglichen Verhältnis zu gelangen.

Ist das möglich, und wie? Wesentlich ist hier die Taktik des Vorgehens. Die UdSSR fühlt zum Teil europäisch, zum Teil asiatisch. Sie ist gezwungen, auf Europa und die sie umgebenden asiatischen Länder Rücksicht zu nehmen. In Asien wartet man nur darauf, zu sehen, wer stärker ist, die Sowjet-Doktrin oder der Dollar. Wenn Russland nachgeben muss, verliert es sofort an Einfluss. Deshalb hat Bevin in der Frage der Ratifikation der Friedensverträge nicht spektakulär reagiert.

Er hat die einzig richtige Taktik verfolgt, wie sie auch unserer traditionellen Haltung entspricht.

Amerika ist konsequent in der Einkreisung. Die Psychologie des amerikanischen Volkes erträgt aber den Krieg nicht. Der Amerikaner will keinesfalls als der Angreifer dastehen. Ich glaube deshalb nicht an einen unmittelbar bevorstehenden Krieg. Ich rechne mit einer längeren Zeit, die weder Krieg noch Frieden sein wird.

Bei dieser Konstellation ist die einzig mögliche Politik: Die Basis bleibt die traditionelle Neutralität. Sie kann aber nicht integral angewendet werden. Wenn wir zu den Problemen, die an uns herantreten, positiv oder negativ Stellung nehmen oder auch uns einer Stellungnahme enthalten, immer wird unsere Haltung von der einen Partei als gegen sie oder die andere gerichtet betrachtet werden. Deshalb Elastizität der Neutralitätspolitik. Auf alle Fälle müssen wir ein Betätigungsfeld im europäischen Rahmen suchen im Sinne des englischen Versuchs, eine Sicherheitszone zwischen den beiden Blöcken zu schaffen. Der Gedanke, den Herr Minister Stucki geäußert hat, ist bestrickend. Dieser spekulative Gedanke, die schweizerische Neutralität auf ein weiteres europäisches Gebiet auszudehnen, ist aber noch nicht reif. Was wir als erste Etappe im Auge behalten können, ist die Idee der europäischen Solidarität der Schweiz, einer Idee, der bei der Handhabung der schweizerischen Neutralität Rechnung getragen werden soll.

das innenpolitische Überlegungen bei der Führung der britischen Aussenpolitik, wo es um Krieg oder Sicherung der Verbindungen in Empire geht, keine Rolle spielen

In den Ausführungen von Herrn Minister Stucki möchte ich sagen, dass wir, soweit die Haltung des Westblocks die Wiederaufrichtung Europas und der europäischen Werte bedeutet, unbedenklich zuzustimmen können.

Es kann sich nicht um die Bildung eines amerikanischen Brückenkopfes in Europa handeln. Diese Idee wurde einmal erwogen und dann auf Belgien und Holland beschränkt.

Zweites Votum von Herrn Minister Ruegger.

Ich möchte mich kurz fassen. Zunächst wünsche ich ein Missverständnis aufzuklären. Ich kann Herrn Minister von Jenner sagen, dass ich nicht vom Erfolg Bevins in Bezug auf die Ratifikation des Friedensvertrages mit Bulgarien, sondern desjenigen mit Italien sprach. Dieser Erfolg ist eine unbestreitbare Tatsache, die aus der Geheimsphäre ^{in die Sphäre} /des Vertraulichen gedrungen ist (und dementsprechend behandelt werden soll!). Die Bereitschaft Grossbritanniens, mit Italien im Fall einer Verweigerung der Ratifikation des Friedensvertrages einen Separatfrieden abzuschliessen, hat in Moskau den Umschwung bewirkt. Das britische Aussenministerium war klug genug, nach diesem Erfolg zur Tagesordnung überzugehen.

Ferner: Es war nicht meine Absicht, irgendwie darzulegen, dass Grossbritannien eine Vermittlerrolle spielen wolle. Ich wollte sagen, dass Grossbritannien und Teile des Empire eine Mittelstellung, eine Schlüsselstellung, einnehmen möchten. Die oft noch jugendhafte untraditionelle Politik Amerikas findet in London nicht immer vorbehaltlose Zustimmung.

Zu den Aeusserungen von Spaak, die Herr Minister Lardy wiedergegeben hat, möchte ich bestätigen, dass innenpolitische Ueberlegungen bei der Führung der britischen Aussenpolitik, wo es um Krieg oder Sicherung der Verbindungen im Empire geht, keine Rolle spielen.

Zu den Ausführungen von Herrn Minister Stucki möchte ich sagen, dass wir, soweit die Bildung des Westblocks die Wiederaufrichtung Europas und der europäischen Werte bedeutet, unbedenklich mitmachen können. Es kann sich nicht um die Bildung eines amerikanischen Brückenkopfes in Europa handeln. Diese Idee wurde einmal erwogen und dann auf Belgien und Holland beschränkt.

Jetzt aber geht es um die Regeneration Europas. Wir können unbedenklich mitmachen, wenn wir immer ein Auge auf unsere Beziehungen zum Osten haben, was Herr Legationsrat Troendle in seiner kürzlichen Erklärung ausgezeichnet herausgearbeitet hat.

Die Mithilfe am Wiederaufbau von Europa kann mit der Neutralität nicht in Konflikt kommen, wenn wir bemüht sind, diese Neutralität immer wieder neu zu untermauern.

Viele meiner Kollegen sind in einer pessimistischen Beurteilung der Lage einig. Ich kann dazu sagen, dass von englischer Seite die extrem pessimistische Auffassung von der Unvermeidlichkeit einer baldigen Auseinandersetzung nicht geteilt wird. Der englische Außenminister ist gewiss nicht weniger hartnäckig als die Amerikaner in der Verteidigung dessen, was er als eine inagressive westliche Position betrachtet. Er will aber jede Voreiligkeit, die den endgültigen Schritt zum Abbruch der Verständigungsversuche bedeuten würde, verhindern oder diesen Schritt doch möglichst hinausschieben, selbst wenn damit wirtschaftliche Opfer verbunden sein sollten.

Man ist in England der Auffassung, die UdSSR wünsche aus verschiedenen Gründen den Krieg nicht, sie wolle aber jenseits des Limes alle Mittel des Zwanges ausnützen, soweit das ohne Kriegsgefahr möglich sei. Dass diese Politik Kriegsgefahren mit sich bringt, ist selbstverständlich.

Herrn Zellweger möchte ich sagen, dass ich die Auffassung von Herrn Minister Zehnder teile, dass sich hier wie oft in der Geschichte, zwar nicht in der Sowjetdoktrin aber in der politischen Wirklichkeit, in der politischen Verwirklichungsmöglichkeit, eine Basis praktischen Kompromisses finden lassen wird.

Zweites Votum von Herrn Minister ZELLWEGER.

Herr Minister Stucki hat überrascht ob seiner Flucht in den Westen. Dazu las er sagen, dass ein Sozialist zwar fest Herr Minister Stucki hat zutreffend die 3 Möglichkeiten beleuchtet, nach denen sich die Zukunft Westeuropas gestalten kann:

- 1.) die gegenwärtige Anarchie bleibt bestehen,
- 2.) Westeuropa wird zum amerikanischen Brückenkopf,
- 3.) in Europa kommt es zu einer Verständigung.

Im Sinne dieser dritten Lösung befürworte ich die Mitwirkung der Schweiz am Wiederaufbau von Europa. Ich ging dabei von der Meinung aus, dass das auch die Konzeption ist, die von den 16 Mächten verwirklicht werden soll und dass der Marshall-Plan eine Unterstützung und Hilfe der europäischen Selbsthilfe anstrebt. Unter diesem Gesichtspunkt lässt sich sicher eine tatkräftige Unterstützung der auf den wirtschaftlichen Wiederaufbau von Europa gerichteten Bemühungen verantworten, selbst wenn mit der Gesundung der Oekonomie des Westens ein politisches Ziel erreicht werden soll, den Kommunismus vom Westen fernzuhalten. Der Kommunismus ist hier ja nur bei einer katastrophalen Notlage, einer oekonomischen Revolutionssituation, möglich.

Es ist richtig, wenn wir zum Ausgleich die Wirtschaftsbeziehungen zum Osten systematisch pflegen.

Zu den Ausführungen von Herrn Minister von Jenner kann ich bemerken, dass ich inbezug auf Jugoslawien doch andere Feststellungen gemacht habe. Dort gibt man sich ganz offenbar alle Mühe, vertragstreu zu sein. Ich weise darauf hin, dass eine Kampagne in allen Zeitungen durchgeführt worden ist, um die Obstproduzenten zu ermahnen, weil sie die für die Schweiz bestimmten Früchte nicht sorgfältig genug verpackt hatten.

Herr Minister Stucki ist überrascht ob meiner Flucht in den Westen. Dazu ist zu sagen, dass ein Sozialist zwar feststellt, dass die wirtschaftliche Befreiung im Osten eingeleitet, aber noch nicht effektiv geworden ist, indem das Lebensniveau der Massen nicht gehoben worden ist; im Gegenteil. Parallel damit erfolgte aber im Osten der Aufbau eines Polizeiapparates, und die Gleichschaltung des politischen und kulturellen Lebens hat das Ende der Freiheitsrechte gebracht. Die Revolution hat einen Rückfall in die Zeit der "lettres de cachet" vor der französischen Revolution gebracht. Wenn man einen Arbeiter spricht, wird er einfach sagen, ich will gerne noch weniger zu essen haben, wenn nur die Angst von mir weggenommen wird, dass ich eines Nachts von der OZNA abgeführt werden könnte. Die Freiheit ist unteilbar und die Freiheit von Furcht - nach Roosevelt - ist nicht das Unwichtigste.

ses collaborateurs pour le large esprit de compréhension dont ils font preuve dans nos si fréquents contacts.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre vive reconnaissance aux nombreux chefs de poste qui pensent à nous renseigner, à nous envoyer de très intéressants extraits de presse, et qui consentent même à nous honorer de rapports dans lesquels ils nous font part de leurs avis concernant la situation politico-militaire.

Cette collaboration étroite entre les services du politique, nos représentants à l'étranger et la section des renseignements de l'E.M.G. est nécessaire, maintenant plus que jamais. Il est particulièrement heureux que des relations si confiantes aient été établies; le gouvernement, l'Armée, le pays en seront les bénéficiaires.

Nos conclusions de septembre 1946 avaient, paraît-il, surpris certains de nos auditeurs et, comme

.....

Exposé de M. le Lt.-col. Frick, chef de la
Section des renseignements du Service de l'Etat-Major Général

qu'avec une certaine réserve, voire même avec méfiance,
nos avis de ce jour.

I.

Je n'ai donc de limiter cette appréciation à un exposé des faits, des chiffres et ne garderai, dans l'an dernier, à pareille époque, Monsieur le

L'an dernier, à pareille époque, Monsieur le Chef du Département politique m'avait fait l'honneur de m'autoriser à vous présenter une appréciation de la situation politico-militaire.

Qu'il me soit permis, au nom du Chef de l'E.M.G. et de la Section des renseignements, de remercier ici Monsieur le Conseiller fédéral Petitpierre et tous ses collaborateurs pour le large esprit de compréhension dont ils font preuve dans nos si fréquents contacts.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre vive reconnaissance aux nombreux chefs de poste qui pensent à nous renseigner, à nous envoyer de très intéressants extraits de presse, et qui consentent même à nous honorer de rapports dans lesquels ils nous font part de leurs avis concernant la situation politico-militaire.

Cette collaboration étroite entre les services du politique, nos représentants à l'étranger et la section des renseignements de l'E.M.G. est nécessaire, maintenant plus que jamais. Il est particulièrement heureux que des relations si confiantes aient été établies; le gouvernement, l'Armée, le pays en seront les bénéficiaires.

Nos conclusions de septembre 1946 avaient, paraît-il, surpris certains de mes auditeurs et, comme

12 Div. mécanisée,

32 Brig. ou Div. blindées,

.....

rien de trop grave ne s'est passé depuis un an sur le plan militaire, vous pourriez être enclins à n'accepter qu'avec une certaine réserve, voire même avec méfiance, nos avis de ce jour.

Je m'efforcerai donc de limiter cette appréciation à un exposé des faits, des chiffres et me garderai, dans toute la mesure du possible, de risquer des conclusions.

II.

En septembre 1946, vous vous en souvenez peut-être, le dispositif des troupes maintenues sous les armes se présentait de la façon suivante:

Face à l'Europe occidentale, stationnées en Allemagne, Autriche, Hongrie, Aux Etats Baltes et en Pologne, les Russes avaient concentré 130 Div. d'Infanterie et 50 brigades blindées, auxquelles les Alliés de l'Ouest pouvaient opposer 25 Div. dont 15 seulement étaient prêtes au combat.

Du point de vue des effectifs le rapport des forces était de l'ordre de 1.200.000 h du côté russe, contre 500.000 combattants environ dans les zones occupées par les Alliés (y compris 100.000 Français dans la Métropole, non compris 480.000 Anglais à l'Instruction en Angleterre.)

Aujourd'hui, la situation se présente comme il suit:

Les Russes disposent encore dans la même zone (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pays Baltes et Pologne) de 47 Div. d'Infanterie dont la majorité est motorisée,
12 Div. mécaniques,
32 Brig. ou Div. blindées,

4 Div. de D.C.A., soit au total
95 Grandes Unités,

faisant face à des effectifs alliés légèrement diminués, soit la valeur de 18 à 20 div. dont 12 à 15 seraient au combat.

Du point de vue des effectifs, le rapport des forces est de 750.000 h environ du côté Est contre 350.000 h environ chez les alliés ouest.

La situation s'est donc, en apparence, améliorée en faveur du bloc ouest. En apparence seulement, parce que, en fait, la valeur combattive des troupes russes est restée sensiblement la même, les Divisions ayant été réorganisées, pourvues d'armement plus moderne, et surtout rendues plus mobiles par motorisation et mécanisation.

Sur le front du Moyen Orient, dans lequel nous incluons le secteur balkanique, la situation se présentait comme il suit:

En 1946:

Côté russe:

46 Div. et 14 Br. blindées dans les Balkans,
23 Div. et 7 Br. blindées et 4 Div. cav.
dans le Transcaucase,
soit au total = 94 G.U.

Du côté allié:

60 Div. environ, dont 40 Div. turques.

Aujourd'hui:

Les troupes d'occupation ont été sensiblement réduites dans les Balkans où l'on évalue à 400.000 h en-

.....

viron, soit environ 25 G.U., les troupes soviétiques, alors que certains informateurs estiment que la concentration principale se trouve au Nord de la Mer Noire et plus spécialement face au Caucase. Ce groupement comprendrait 150 G.U. aux ordres de Jukov, mais aucun recoupement ne nous permet d'affirmer qu'il en est ainsi. Si ce renseignement était exact, il est hors de doute, qu'une bonne partie des réserves russes auraient été attribuées au front du Moyen Orient.

Du côté allié aucune modification essentielle n'est à noter.

Sur le front d'Extrême Orient les 400.000 Russes sont opposés à des troupes alliées qui furent réduites au cours de cette dernière année, mais l'équilibre des forces est dépendant des effectifs de l'armée chinoise dont 1 million d'hommes seraient à la disposition des Soviets alors qu'un réservoir humain de 3 millions d'hommes pourrait, s'ils étaient organisés, équipés et armés, constituer les forces nationalistes qui se rangeraient aux côtés des alliés.

Sur le front Extrême Nord, d'importance secondaire pour l'instant, l'équilibre paraît être réalisé.

En conclusion, il reste évident que sur les fronts d'Europe, du Moyen et de l'Extrême Orient la supériorité russe, pour une première phase d'opérations, reste incontestable.

Même en admettant que pour le dispositif russe, les renseignements dont nous disposons ne nous permettent guère que de situer des volumes de

troupes concentrées ou disponibles, il ne fait aucun doute que des opérations déclenchées en direction de l'Atlantique, des Détroits ou même de Suez, seraient couronnées de succès. Ce qu'il adviendrait dans la suite, dès que la totalité des forces des deux blocs auraient été mobilisées, quand, à la manoeuvre par les lignes intérieures, les Américains riposteraient par l'enveloppement par les mers, par la verticale et par les bombes atomiques, nous intéresse tout au plus pour donner libre cours à notre imagination.

C'est la réalité du moment qui est déterminante quant à l'évolution de la situation politico-militaire et, tout en évitant jusqu'ici de déclencher la guerre, les Russes ont su mettre à profit leur supériorité militaire.

III.

Il n'est peut-être pas inutile d'insister sur les raisons qui ont motivé le remaniement du dispositif soviétique et de chercher à prouver combien les fluctuations observées sont étroitement liées aux négociations en cours, aux objectifs politiques à atteindre.

Le retrait de troupes annoncé en septembre et octobre 1946 par les Russes ne poursuivait pas uniquement des buts militaires. Cet allégement des effectifs d'occupation en Europe fut largement diffusé à la veille de la Conférence de New York, où les délégués soviétiques avaient reçu mission de soulever le problème des forces maintenues sous les armes.

.....

Dès le 12 mars 1947, après la déclaration du Président Truman, les Russes préparent, militairement, la réponse à l'offensive américaine. On note, en avril, un renforcement des effectifs stationnés en Roumanie. La zone choisie pour cette nouvelle concentration nous étonna au point que ces renseignements nous semblèrent suspects. Le coup d'état hongrois devait tout éclaircir. La contre-attaque soviétique fut conduite avec audace et fermeté. Ceux qui s'étaient imaginés que la nouvelle attitude observée par les Américains ferait réfléchir les Russes, les rendrait prudents et circonspects, furent ramenés bien brusquement sur le terrain des réalités. Encore ignoraient-ils, pour la plupart, que deux jours avant ces événements inattendus, cinq divisions blindées encerclèrent Budapest. Le déplacement de ces Grandes Unités mobiles et puissantes, sitôt l'opération hongroise réussie, à la frontière tchèque - sur l'axe Vienne-Prague - ne fut guère plus connu. La convocation, à Moscou, des dirigeants tchécoslovaques, fut pourtant complétée par cette mise en place; on comprend mieux, dès lors, l'empressement avec lequel la décision prise par le gouvernement de Prague de participer à la conférence de Paris fut rapportée.

Les procédés adoptés lors de ces récents événements nous rappellent, de façon frappante, certains souvenirs de 1938-1939.

Il est intéressant de noter que ces rudes coups portés sur l'échiquier européen n'impressionnent même plus autant qu'on pourrait s'y attendre. Les carapaces se sont durcies au cours de ces 10 dernières années,

.....

à tel point qu'elles en paraissent insensibilisées.

Au point de vue militaire, la mainmise sur la Hongrie est cependant d'importance. Ce pays est le carrefour routier européen. Les Allemands et les Russes, au cours de la dernière guerre, l'avaient choisi comme plaque tournante sur laquelle ils concentrèrent leurs Grandes Unités mécano-motorisées. La Hongrie est un centre stratégique d'où l'on peut rayonner en toutes directions et dans les meilleures conditions.

Tels sont, sur le plan politico-militaire, les événements principaux qui ont marqué les 12 mois écoulés depuis septembre 1946.

La guerre larvée qui se livre aux frontières grecques est trop connue pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter et d'en souligner toute la portée politique.

Vaut-il la peine de citer les conflits si lointains d'Indochine, d'Indonésie où se joue le sort des empires coloniaux; faut-il rappeler les combats incessants en Corée, en Chine? Cela semble inutile, le tableau d'ensemble s'en trouverait assombri.

Des exposés entendus ce matin il résulte qu'à Moscou, Londres et Washington on est persuadé qu'une guerre prochaine est absolument exclue. Je m'en voudrais de ne pas remercier Messieurs les chefs de poste en ces capitales pour le sentiment de grand soulagement, d'apaisement, qu'ils viennent de nous apporter. Je n'oublierai pas, dans mes prochains travaux, leurs déclarations de ce jour, mais me permets de les prier, respectueusement, de nous prévenir dès qu'ils pourraient avoir l'impression que le cours des événements prend une tournure différente, afin que nous nous remettions, à l'Etat-

.....

major, au garde à vous.

M. le Ministre Flückiger a laissé entendre que, en Russie, la démobilisation a peut-être été beaucoup plus poussée qu'on ne l'admet en général. Cette affirmation ne m'a pas surpris. Depuis deux mois, quelques indices m'ont amené à penser qu'il pourrait y avoir, en ce qui concerne le dispositif soviétique, un "bluff" énorme, soigneusement orchestré par les Russes eux-mêmes.

Je suis certain que la désorganisation, l'état de faiblesse, la misère, les difficultés intérieures ont non seulement été constatés par des observateurs objectifs, mais que ces facteurs négatifs, tranquillissants, sont largement propagés par les Russes.

Nos renseignements concernant les dispositifs Soviétiques sur le glacis européen sont assez sûrs; les recoupements sont possibles. Toute autre est la situation du point de vue de l'intérieur de la Russie, où nos efforts d'information se heurtent à l'immensité du territoire et à la perfection du système policier de surveillance. C'est dire que les Soviets sont parfaitement en mesure de faire accrédi-ter les nouvelles les plus fantaisistes, qu'aucun service de renseignements au monde n'est capable, aujourd'hui, de contrôler.

Il semble presque inutile d'insister sur le profit que peut retirer la politique russe de la manoeuvre du renseignement, en faisant jouer, suivant les besoins, les facteurs négatifs ou la supériorité militaire écrasante.

Il n'en reste pas moins vrai que le potentiel Il peut se passer beaucoup d'événements graves encore sans que, nécessairement, la plus violente des catastrophes soit déclenchée.

.....

militaire soviétique possible continue à constituer une menace dont nous aurions tort de ne pas tenir le plus grand compte.

IV.

Et maintenant que va-t-il se passer? Mon chef de poste, à Ankara, m'a bien souvent mis en garde contre la dangereuse manie des militaires de vouloir à tout prix "pronostiquer". Ce conseil est aujourd'hui d'autant plus judicieux que les facteurs d'appréciation sont vastes, incertains, fragiles et souvent impénétrables.

Vous me pardonnerez toutefois, si sans engager l'avenir, je souligne le fait qu'en ce mois de septembre 1947 la situation militaire reste aussi sérieuse qu'il y a un an; que la situation politico-militaire s'est aggravée parce que, sur le plan politique, chacun s'accorde à dire qu'il est bien peu probable que les nombreuses questions qui restent à régler puissent l'être par voie de négociations.

L'histoire nous montre que c'est précisément au moment où, d'une part, les pourparlers deviennent inutiles parce que la confiance n'existe plus, et que d'autre part, des forces militaires sont sur pied, que les guerres sont bien près d'éclater.

Cela ne nous permet pas, toutefois, d'affirmer que le troisième conflit mondial soit imminent et inévitable.

Il peut se passer beaucoup d'événements graves encore sans que, nécessairement, la plus horrible des catastrophes soit déclenchée.

En tant qu'Européens, - je ne m'arrêterai même pas à notre situation considérée du point de vue suisse - , nous sommes portés à penser que toute menace plus précise en direction de ce qui fut notre continent mettra inévitablement le feu aux poudres et que l'Orient et l'Occident se jetteront dans la mêlée. Ce sentiment est compréhensible, mais il ne nous paraît plus déterminant.

Permettez-moi de vous prier de porter vos regards sur cette carte de l'Hémisphère Nord. Personnellement, - excusez cette confiance -, je l'examine souvent, parce qu'elle m'incite à ramener le problème qui nous occupe à ses justes proportions.

L'importance des deux blocs opposés, leur position géographique, les axes de leurs intérêts primordiaux en ressortent clairement. Les mesures de défense prises par les deux antagonistes principaux, - à moins qu'il ne s'agisse déjà des bases de départ offensives - laissent à la presque île asiatique improprement appelée continent européen, une place peu enviable si on la considère du point de vue stratégique.

Quant on se prend à méditer sur l'état de faiblesse extrême des pays qui constituent encore, ou appartinrent à l'Europe, on se rend bien compte que le rôle joué par cette partie du monde, que l'influence profonde qu'exerça sa civilisation, sont sérieusement compromis par les puissants courants-contraires qui opposent l'Asie à l'Amérique.

Physiquement, il semble que nous soyons destinés à être absorbés par l'un ou l'autre des nouveaux

.....

maîtres du monde. Peut-être est-il possible que notre culture, notre attachement commun à des valeurs spirituelles que nous estimons supérieures à tout ce qui pourrait nous être proposé ou imposé par un occupant de demain permettent encore, in extremis, de nous regrouper, de nous unir, pour redevenir un tout capable de se défendre et de survivre. Il suffirait pour cela qu'un délai imprévu, mis à profit avec intelligence, nous donne le temps d'opérer le redressement nécessaire. Pour cette seule raison déjà, il ne faut pas désespérer.

Et même si nous étions convaincus que ce sauvetage de la vieille Europe ne peut plus s'effectuer, il ne faudrait pas renoncer à la lutte pour autant. La vie des peuples est longue. Les générations à venir seront peut-être mieux placées que nous pour réparer les malheurs que nous aurons connus.

Nous serons impardonnables de ne pas nous engager à fond pour donner à nos descendants la résistance morale qui leur permettra de reconquérir ce que nous aurions été contraints d'abandonner.

C'est dans ce cadre général qu'il convient de placer la situation militaire de la Suisse.

L'affaiblissement des grands pays européens est tel, que notre armée est, en ce moment, la plus forte du continent.

Cela contribue, vous vous en doutez, à simplifier les problèmes que pose la défense de notre territoire.

La Commission de Défense nationale, l'E.M.G. de nos Grandes Unités se sont livrés, au cours de cette

année, à de nombreuses études pour lesquelles les situations les plus diverses ont été envisagées.

Dans les cas les plus optimistes, il était prévu que nos forces prolongeraient sur un flanc, et sur notre territoire, les armées opposées à l'ennemi qui aurait violé notre neutralité.

Dans les thèmes serrant de plus près la réalité, nous nous trouvons seuls, face à un adversaire envahissant l'Europe, sans qu'il rencontre d'autre résistance que la nôtre.

C'est vous dire que les chefs de notre armée ont tenu un large compte de notre neutralité et que, - quelle que soit la situation - , notre volonté de combattre pour la faire respecter reste inébranlable. A ce point de vue, l'unité de doctrine est parfaite. Je crois nécessaire de le souligner car, à l'étranger, cette attitude est parfois mise en doute. Il nous faut réagir, et proclamer bien haut que nous restons fermement décidés à faire payer cher la conquête de notre pays.

Certes, les avis peuvent différer quant aux principes stratégiques et tactiques qu'il convient d'appliquer pour livrer la bataille de Suisse. Il serait fâcheux qu'il en fût autrement après une guerre qui a bouleversé tant de conceptions. Les discussions, souvent passionnées, engagées à ce sujet, doivent uniquement prouver que nos chefs réfléchissent, et qu'ils ont des idées. La solution admise sera, si la guerre nous est imposée, celle du commandant en chef désigné. Et vous pouvez être persuadés qu'à ce moment, il sera obéi aveuglément car la plus belle des disciplines, celle de l'esprit, est toujours en honneur dans l'armée suisse.

.....

La modernisation de nos moyens de combat, le perfectionnement de nos méthodes d'instruction sont également à l'ordre du jour. Pas à pas, précautionneusement, nous améliorons notre instrument de guerre, sans oublier que les charges financières de l'Etat sont lourdes. Toute précipitation, dans ce domaine, serait néfaste. Plus, elle est inutile car, dans sa forme actuelle, notre armée peut se battre contre n'importe quel adversaire. La grande majorité de nos soldats en est convaincue et le moral de l'armée reste élevé parce que notre troupe sait qu'il en est ainsi.

Espérons que le peuple et les Chambres feront preuve de la même sagesse lors des prochaines discussions concernant le budget.

Il serait absurde de priver l'armée des moyens qui lui permettent de se maintenir dans sa forme actuelle; cela d'autant plus que l'étranger a les yeux sur nous et que toute faiblesse dans ce domaine donnerait l'impression d'un renoncement, d'une capitulation. Il n'appartient pas, au plus heureux des pays de l'Europe, de porter un tel coup à ce qui subsiste encore de notre continent.

Vous ne m'en voudrez pas si je consacre quelques instants à vous parler de notre pays, dans un sens plus général.

La Suisse, au milieu de cette Europe menacée, affaiblie, ruinée, fait figure de musée que les étrangers viennent visiter pour se rendre compte de ce qu'aurait pu être l'Europe si elle avait connu, comme nous, 150 ans

de paix. Parmi nos hôtes, il en est qui admirent sans arrière-pensée, d'autres qui s'attristent parce qu'assailis par les regrets, et, plus nombreux que nous ne le croyons sont ceux qui nous en veulent, qui trouvent injurieuse, criante, cette prospérité florissante qui s'étale au milieu du désordre et de la misère. Notre situation privilégiée et enviée nous impose des devoirs. Non pas seulement celui de secourir, ce qui est louable, mais encore de prouver, par notre attitude morale, que nous avons mérité notre bonheur. Je veux dire, pour être plus précis, que sans nous risquer à intervenir en tant que pays dans les grands débats internationaux, la voix de notre peuple doit se faire entendre pour stigmatiser ce qui est contraire à nos principes, à notre raison d'être. Il serait dangereux, lâche et peut-être fatal, de donner l'impression que nous sommes une nation tellement attachée à son bien-être matériel qu'elle en aurait perdu le courage de condamner haut et ferme ce qui est injuste, inhumain ou immoral.

Le peuple suisse se rend compte, confusément peut-être, du drame qui se joue actuellement.

La meilleure preuve nous en est fournie par les soldats appelés en service cette année. Partout ils se sont présentés dans l'ordre le plus parfait. Le sérieux apporté au travail, la discipline excellente, dépassent le cadre des faits que l'on se plaît à relever. Ils sont un témoignage émouvant, encourageant. Plus, ils sont un espoir, une lueur réconfortante dans le ciel assombri de nos préoccupations. Ils sont encore un levier puissant qui doit nous inciter à l'action pour que demain, plus tard peut-être, les temps redeviennent meilleurs.
